

Pour les réfugiés, les personnes à statut humanitaire et
les demandeurs d'asile

Guide des procédures pour la détermination du statut de réfugié

Guide des procédures pour la détermination du statut de réfugié



Ce guide est traduit en 7 langues pour offrir des informations personnalisées et pour aider les citoyens à mieux comprendre le système et les politiques de la Corée sur les réfugiés comme stipulés dans la Loi sur les réfugiés entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2013.

Table des matières

Première Partie	Sommaire du système de la détermination du statut de réfugié de la Corée	04
Deuxième Partie	Droits et bénéfices dont peuvent jouir les réfugiés	06
Troisième Partie	Droits et bénéfices dont peuvent jouir les personnes à statut humanitaire	08
Quatrième Partie	Droits et bénéfices dont peuvent jouir les demandeurs d'asile	11
Cinquième Partie	Procédures pour la détermination du statut de réfugié	16
	1. Demande de statut de réfugié à la frontière	
	2. Demande de statut de réfugié sur le territoire	
	3. Examen de la demande d'asile	
	4. Admission au séjour pour les demandeurs	
	5. Autorisation de travail pour les demandeurs	
	6. Fin de l'examen de la demande d'asile	
	7. Délivrance du certificat de reconnaissance de statut de réfugié	
	8. Titre de séjour pour réfugié	
	9. Délivrance de la lettre de rejet de demande d'asile aux demandeurs dont la demande est rejetée	
	10. Limite de l'accord du statut de réfugié	
	11. Annulation et retrait du statut de réfugié	
Sixième Partie	Recours en cas de rejet de la demande d'asile	31
Septième Partie	Titre de voyage pour réfugié	34
Annexes	Liste des bureaux d'immigration, des agences et des centres d'immigration, Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) à Séoul, Organisations offrant le soutien aux réfugiés	36
	Refugee Act / Enforcement Decree and Enforcement Rule of the Refugee Act	39

Sommaire du système de la détermination du statut de réfugié de la Corée

- Le 1^{er} juillet 2013, la Corée a institué une loi indépendante sur les réfugiés pour la première fois en Asie. Cette loi a établi les bases pour un système coréen de la détermination du statut de réfugié qui pourrait assurer le statut de réfugié et protéger les droits de l'homme des réfugiés stipulés dans la convention relative aux réfugiés.
- « Un réfugié » est un étranger ou un apatride qui se trouve hors du pays dont il a la nationalité ou dans lequel il a sa résidence habituelle (le pays où il vivait avant d'entrer en Corée); qui craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques; et qui ne peut ou ne veut pas se réclamer de la protection de ce pays ou y retourner en raison de ladite crainte.
- Le 3 décembre 1992, la Corée a adhéré à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés (appelée ci-dessous « la Convention sur les Réfugiés ») et au Protocole de 1967 relatif au statut des réfugiés (appelé ci-dessous « le Protocole »); et la Convention sur les Réfugiés est entrée en vigueur le 3 mars 1993.
- Le 10 décembre 1993, des clauses relatives aux réfugiés ont été créées dans la Loi et le Décret-loi sur le contrôle d'immigration. Le 10 février 2012, la Loi sur les réfugiés a été instituée et elle est entrée en vigueur le 1er juillet 2013. Avec ces efforts, une Division des réfugiés a été établie dans le Ministère de la Justice de la Corée le 12 juin 2013 pour faciliter la mise en oeuvre des politiques des réfugiés qui correspondent au prestige national.
- L'année 2013 est significative en particulier comme la Corée a été élue le président du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire, donc est en mesure de gérer des politiques internationales en matière de réfugiés.

- La Loi sur les réfugiés de la Corée spécifie qu'un étranger persécuté peut déposer une demande de la reconnaissance de la qualité de réfugié. Il sera examiné individuellement par des officiers qu'il soit qualifié ou non, et puis recevra le statut de réfugié si qualifié. Les réfugiés reconnus peuvent jouir des bénéfices définies dans la Loi sur les réfugiés et être protégés par la Convention sur les Réfugiés.
- En outre, les demandeurs d'asile ont un droit garanti à former un recours en cas de rejet de leur demande de l'asile. Durant le procès, leur statut de demandeur d'asile demeure et donc ils sont autorisés à séjourner en Corée. Ils ne seront pas expulsés contre leur gré.
- Les demandeurs peuvent déposer une demande à la frontière. Lors de l'examen de la demande, ils peuvent recevoir l'assistance d'un avocat et l'assistance d'un interprète qualifié, et peuvent être avec des gens auxquels ils font confiance.
- Les réfugiés, quand reconnus, peuvent bénéficier de la sécurité sociale, la sécurité de subsistance de base, l'accès à l'éducation, l'éducation pour l'ajustement social, la reconnaissance académique et professionnelle d'un diplôme, et l'autorisation de l'entrée en Corée pour l'époux et les enfants mineurs.
- Les personnes à statut humanitaire sont autorisées à travailler en Corée, et les demandeurs d'asile peuvent bénéficier d'allocation de subsistance de base, de soutien pour le logement, des services médicaux et de l'accès à l'éducation.
- De plus, le Ministère de la Justice a récemment créé et gère un Centre de soutien pour les réfugiés afin d'offrir un meilleur soutien aux demandeurs d'asile pour qu'ils s'installent et vivent mieux en Corée et d'aider les réfugiés reconnus à mieux s'intégrer à la société coréenne.

Droits et bénéfices dont peuvent jouir les réfugiés



“Une personne reconnue réfugiée” (appelée ci-dessous « un réfugié ») est un étranger qui a reçu le statut de réfugié en vertu de la Loi sur les réfugiés.

1. Titre de séjour permanent (F-2) et Droit de travailler

- Les réfugiés reçoivent un titre de résidence permanente (F-2). Ils peuvent s'installer en Corée de manière stable, et ils ont droit de travailler sans autorisation supplémentaire.

2. Délivrance d'un titre de voyage pour réfugié et Exemption d'autorisation d'entrer de nouveau

- Quand les réfugiés veulent voyager à l'étranger, ils peuvent recevoir un titre de voyage pour réfugié. Ceux qui possèdent ce document peuvent quitter la Corée et y revenir autant de fois qu'ils veulent dans la limite de la durée de validité indiquée sur le document. Tant qu'il est valide, ils n'ont pas besoin de demander une autorisation d'entrer de nouveau sur le territoire.

3. Droit de l'unité familiale (s'appliquant au conjoint et aux enfants mineurs)

- Les époux et des enfants mineurs des réfugiés peuvent demander les ambassades ou les consulats à l'étranger pour un visa de court séjour (C-3, maximum de 90 jours). Ils peuvent entrer et demeurer en Corée avec ce visa, et être reconnus réfugiés en vertu du principe de l'unité de la famille.

4. Système de sécurité sociale de même niveau que les coréens en vertu de la Loi fondamentale sur la sécurité sociale

5. Système de prestations sociales en vertu de la Loi nationale sur la sécurité des moyens de subsistance de base

- ※ Si un réfugié n'a pas de membre de la famille qui est obligé de le soutenir, ou si ce membre de la famille n'est pas capable de le soutenir ou ce membre refuse de le soutenir; et si le montant de son « revenu reconnu » est moins du minimum vital, il peut demander au bureau administratif local de sa résidence des allocations

telles que une allocation de subsistance de base, une allocation de logement, des prestations médicales, et une allocation d'éducation.

6. Bénéfice des assurances maladies en vertu de la Loi nationale sur l'assurance maladie

- ※ Les réfugiés peuvent bénéficier de l'assurance maladie en tant qu'assurés locaux. Consultez le site web de NHIS (Société nationale d'assurance maladie) pour les détails. (www.nhis.or.kr)

7. Soins médicaux en vertu du “Projet d'appui de service médical pour les personnes marginalisées comme les travailleurs étrangers”

- Si un réfugié ne peut pas bénéficier des soins médicaux sous le système de sécurité médicale tels que l'assurance maladie ou des prestations médicales, il peut recevoir l'aide relative au coût des traitements médicaux sur une hospitalisation et une opération sans limite de nombre de fois sur une année.

8. Droit de l'éducation primaire et secondaire

- Si des enfants des réfugiés ont moins de 19 ans, ils ont l'accès à l'enseignement primaire et secondaire comme les coréens. Selon leur âge, capacité d'apprentissage, et situation de l'éducation, ils peuvent bénéficier de l'aide telle que des frais d'inscription et des frais de scolarité en vertu de la loi sur l'éducation primaire et secondaire.

9. Education pour l'ajustement social comme les cours de coréen

- Si un réfugié suit des programmes d'ajustement social des différentes phases, il peut avoir des bénéfices en cas de la demande d'acquisition de la nationalité coréenne (l'exemption de l'examen oral, par exemple) selon son niveau de coréen.
- ※ Consultez le site web du Réseau de l'immigration et l'intégration sociale pour les détails (www.socinet.go.kr) ou les agences qui offrent les programmes.

10. Formation professionnelle en vertu de la Loi sur le développement des compétences en milieu de travail

- ※ Consultez le site web du Service de développement des ressources humaines de Corée (www.hrdkorea.or.kr) pour les détails.

11. Reconnaissance académique et professionnelle d'un diplôme acquis à l'étranger

- ※ Un réfugié doit faire reconnaître officiellement ses diplômes académiques ou professionnels acquis à l'étranger par la confirmation du consul de l'ambassade ou du consulat de la Corée dans son pays originaire ou l'apostille.

Droits et bénéfices dont peuvent jouir les personnes à statut humanitaire



“Une personne qui a reçu le statut humanitaire” (appelée ci-dessous « une personne à statut humanitaire ») ne tombe pas dans la catégorie des réfugiés, mais elle est un étranger qui a reçu une admission au séjour parce que sa vie ou sa liberté de corps risque avec raison d'être mise en péril à cause des traitements ou peines inhumains, comme une torture, ou d'autres circonstances.

1. Admission au séjour en Corée jusqu'au motif de l'admission au séjour à titre humanitaire disparaît.

※ Une personne à statut humanitaire peut résider en Corée avec le code du séjour des étrangers G-1 (Autres), et prolonger la durée de séjour dans la limite d'une année chaque fois.

2. Pas d'expulsion contre leur gré

3. Autorisation de travail avec le permis des “activités générales de recherche d'emploi”

- Si une personne à statut humanitaire veut travailler dans des domaines non-professionnels, elle peut se mettre au travail après obtenir l'autorisation globale pour une activité non couverte par le statut de séjour sans avoir à désigner le lieu de travail pendant un an au maximum dans la limite de la durée de son séjour.

※ Documents nécessaires: une demande écrite (Formulaire ci-joint N. 34), le passeport, le certificat d'enregistrement des étrangers. (Exemption des frais)

- Les personnes à statut humanitaire peuvent travailler dans tous les domaines sauf les domaines dans lesquels leur emploi n'est pas autorisé. Cependant, celles en carrière professionnelle peuvent travailler si elles repondent aux conditions stipulées dans l'ordonnances sur le contrôle d'immigration.



Domaines dans lesquels l'emploi n'est pas autorisé

- ▶ Se mettre au travail dans l'industrie des paris défini à l'Article 2(1)(1) de la Loi sur les cas spéciaux concernant la réglementation et la répression des actes de spéculation, et à l'Article 1(2) du Décret d'application de la ladite loi
- ▶ Travailler en tant qu'entraîneuse dans les karaoke bars ou les bars de divertissement définis à l'Article 36 de la Loi sur l'assainissement des aliments et à l'Article 21(8) du Décret d'application de la ladite loi
- ▶ Se mettre au travail dans les lieux d'affaires de l'industrie de divertissement qui sont contre les mœurs publiques parmi ceux définis à l'Article 2 de la Loi sur la réglementation des affaires de divertissement touchant la morale publique et à l'Article 2 de la ladite loi
- ▶ D'autres activités qui dévient de la situation sociale des demandeurs d'asile et d'autres domaines dans lesquels le Ministre de la Justice reconnaît la nécessité de la limite de l'emploi

- Pendant la durée de validité de l'autorisation pour une activité non couverte par le statut de séjour, elles peuvent changer librement leurs lieux de travail. Cependant, elles doivent le déclarer en personne ou en ligne (au site web de Hi-korea www.hikorea.go.kr) dans un délai de 15 jours à partir de la date initiale d'emploi (employé par un individu, une organisation ou une entreprise) ou à partir de la date où son employeur est changé. Il est nécessaire de soumettre la confirmation de l'emploi d'une personne à statut humanitaire.

※ Vous pouvez trouver le formulaire de la confirmation de l'emploi d'une personne à statut humanitaire au guichet, ou le télécharger sur le site web de Hi-Korea (www.hikorea.go.kr; "les formulaires de demande civile" en haut à droite sur le site)

4. Utilisation du logement, des installations médicales, éducatives et sportives, et des bureaux de consultation dans les maisons des réfugiés

5. Soins médicaux en vertu du “Projet d’appui de service médical pour les personnes marginalisées comme les travailleurs étrangers”

- Si une personne à statut humanitaire ne peut pas bénéficier des soins médicaux sous le système de sécurité médicale tels que l’assurance maladie ou des prestations médicales, elle peut recevoir l’aide relative au coût des traitements médicaux sur une hospitalisation et une opération sans limite de nombre de fois sur une année.

6. Même traitement que celui qui est accordé aux demandeurs d’asile

- Les personnes à statut humanitaire peuvent bénéficier du même traitement que celui qui est accordé aux demandeurs d’asile tel que le soutien pour l’hébergement, les services médicaux et l’accès à l’éducation comme stipulé dans la Loi sur les réfugiés.

Droits et bénéfices dont peuvent jouir les demandeurs d'asile



“Une personne qui a déposé une demande d'asile ” (appelée ci-dessous « un demandeur (d'asile) ») est un étranger qui a déposé une demande d'asile en Corée, et qui correspond à une des catégories suivantes.

- a. Une personne dont la demande d'asile est encore en cours d'examen
- b. Une personne qui ne réussit pas à se faire reconnaître comme réfugié mais dans les délais pour effectuer le recours; ou une personne qui a reçu le rejet de son recours mais dans les délais pour effectuer l'appel administratif ou le contentieux administratif
- c. Une personne dont l'appel administratif ou le contentieux administratif contre le rejet de sa demande est en cours

1

Les droits procéduraux

1. L'assistance d'un avocat
2. Présence des gens auxquels un demandeur fait confiance tant qu'ils ne menacent pas de l'équité d'entretien
3. L'assistance d'un(e) interprète qualifié de même sexe
4. Un demandeur peut vérifier le contenu du rapport d'entretien en une langue qu'il peut comprendre
5. Il peut demander de lire et photocopier les documents qu'il a soumis et le rapport d'entretien

※ Frais: lecture 500 won chaque fois; photocopie 50 won par page.

2 Les bénéfices durant le séjour

1. Admission au séjour en Corée jusqu'à la fin d'examen de la demande d'asile [Consultez p.24 pour les détails](#)

- Le demandeur peut soumettre une demande au bureau d'immigration compétent pour sa résidence. Si autorisé, il peut résider en Corée avec le code du séjour des étrangers G-1 (Autres) dans un délai de 6 mois. Il peut demander la prolongation de la durée de son séjour avant de l'expiration de sa carte de résidence jusqu'à la fin d'examen de sa demande d'asile.

2. Allocation de subsistance

- Si le demandeur veut recevoir un soutien, tel qu'une allocation de subsistance, il peut soumettre une demande au chef du bureau local ou l'agence compétent pour sa résidence ou du bureau local ou l'agence auquel il a déposé sa demande d'asile. Après l'examen, il peut recevoir une allocation de subsistance dans la limite de 6 mois au maximum.

3. Les demandeurs peuvent travailler quand ils reçoivent une autorisation de travail à l'avance [Consultez p. 25 pour les détails](#)

- Si la décision concernant le statut de réfugié d'un demandeur n'est pas prise dans les 6 mois après le dépôt de la demande d'asile, le demandeur peut travailler dans un lieu de travail avec l'autorisation pour une activité non couverte par le statut de séjour dans la limite de la durée de son séjour. En cas de changement du lieu de travail, il doit recevoir par avance l'autorisation pour une activité non couverte par le statut de séjour.

4. Soutien à l'hébergement

- Les demandeurs peuvent habiter dans les centres des réfugiés dans un délai de 6 mois.

5. Soutien financier pour l'examen médical qui est nécessaire pour la demande d'asile

6. Soins médicaux en vertu du “Projet d’appui de service médical pour les personnes marginalisées comme les travailleurs étrangers”

- Si un demandeur ne peut pas bénéficier des soins médicaux sous le système de sécurité médicale tels que l’assurance maladie ou des prestations médicales, il peut recevoir l’aide relative au coût des traitements médicaux sur une hospitalisation et une opération sans limite de nombre de fois sur une année.

7. Si des enfants des demandeurs ont moins de 19 ans, ils ont l’accès à l’enseignement primaire et secondaire comme les coréens

Guide pour l'Aide aux Frais de Subsistance pour les demandeurs du statut de réfugié

01

C'est quoi le programme 'L'Aide aux Frais de Subsistance'?

Il s'agit d'un programme d'aide financière mensuelle fournie par le gouvernement coréen (le Ministère de la Justice) pendant une certaine période de temps pour soutenir les frais de subsistance des demandeurs du statut de réfugié qui sont dans le processus de détermination du statut de réfugié.

02

Qui peut faire la demande?

Les demandeurs du statut de réfugié peuvent demander l'aide aux frais de subsistance.

03

Quand faire la demande?

Les demandeurs du statut de réfugié peuvent demander l'aide aux frais de subsistance **dans un délai de six (06) mois à partir de la date de dépôt de la demande de reconnaissance du statut de réfugié.**



- 1) Six (06) mois après la date de dépôt de la demande de reconnaissance du statut de réfugié, la demande pour l'aide aux frais de subsistance ne sera pas acceptée.
- 2) Les frais de subsistance sont payés seulement pour six (06) mois à compter de la date de dépôt de la demande de reconnaissance du statut de réfugié. Par conséquent, il est conseillé que les demandeurs de statut de réfugié, s'ils le peuvent, demandent les frais de subsistance quand ils présentent la demande de reconnaissance du statut de réfugié.

04

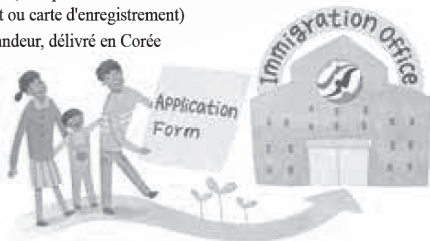
Où faire la demande?

Déposez les documents suivants au **Bureau de l'immigration ou à l'Agence de l'immigration en Corée.**

※ Les personnes qui résident dans un Centre d'accueil de l'immigration (dénommé ci-après "Centre") peuvent présenter les documents au Centre.

1. Formulaire de demande de l'aide aux frais de subsistance (Préparé au Bureau de l'immigration et à l'Agence de l'immigration)
2. Page de confirmation (Préparée au Bureau de l'immigration et à l'Agence de l'immigration)
3. Passeport ou Carte d'enregistrement d'étranger (Récépissé de la demande de statut de réfugié pour les demandeurs sans passeport ou carte d'enregistrement)
4. Une copie du livret bancaire au nom du demandeur, délivré en Corée (Pour un mineur, une copie du livret bancaire d'un représentant légal)

※ Si un demandeur a une (des) personne(s) à charge ou il a une maladie, le demandeur peut déposer des documents concernés pour le prouver.



05

Combien seront payés?

La somme de l'aide aux frais de subsistance dépendra de savoir ① **si les demandeurs résident dans un Centre ou pas**. Elle sera versée ② **pendant six (06) mois "à compter de la date de dépôt de la demande de reconnaissance du statut de réfugié" et non pas de la date de dépôt de la demande pour l'aide aux frais de subsistance**.

En 2014, par personne

Une personne qui ne réside pas
dans un Centre

KRW 382,200

Une personne qui réside
dans un Centre

KRW 267,540

※ Les demandeurs de réfugié en famille peuvent demander les frais de subsistance pour chaque personne, mais la somme payée pourrait être différente.

06

Comment seront-ils payés?

Les personnes qui bénéficieront de l'aide aux frais de subsistance seront sélectionnées chaque mois parmi les demandeurs, et **les frais de subsistance mensuels seront payés par virement bancaire sur le compte bancaire présenté**.

※ La liste des demandeurs sélectionnés pour l'aide aux frais de subsistance sera affichée sur la section 'Informations - Informations utiles' du site Web de KIS (<http://immigration.go.kr>). Les demandeurs sélectionnés recevront également des messages texte sur leur téléphone mobile.

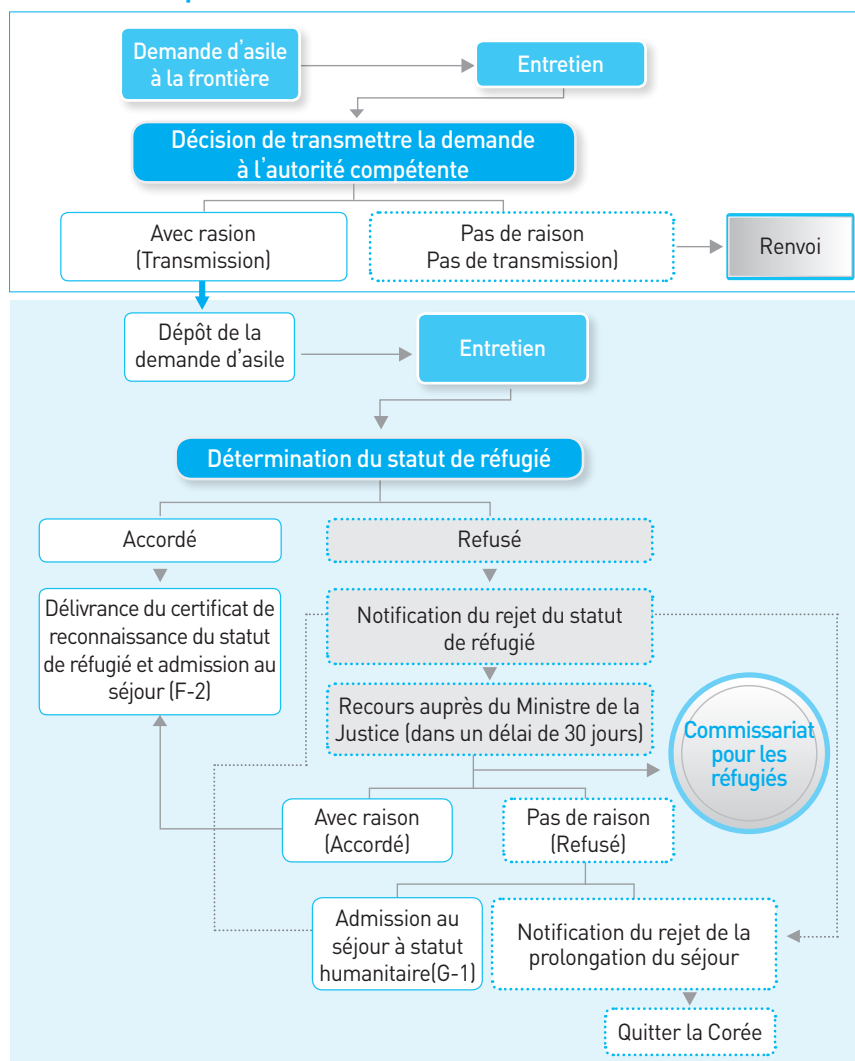


Pour d'autres renseignements sur l'aide aux frais de subsistance, appelez le Centre de Contact de l'Immigration (1345 sans code régional)

Procédures pour la détermination du statut de réfugié

1 Demande de statut de réfugié à la frontière

La procédure de demande d'asile à la frontière



(1) Qui peut demander ?

- Un étranger, en arrivant à un port d'entrée (aéroport ou maritime), qui souhaite entrer ou débarquer sur le territoire de la Corée.

(2) Quand faire la demande ?

- Vous pouvez soumettre une demande écrite de reconnaissance de statut de réfugié lors de l'inspection d'entrée.

(3) Où s'adresser ?

- Vous devez soumettre votre demande au bureau de l'immigration ou au bureau local d'immigration compétent pour le port d'entrée.

(4) Décision de transmettre la demande à l'autorité compétente

- En ce qui concerne un étranger qui a demandé l'asile à la frontière, un examen préliminaire doit être fait pour décider s'il est approprié de transmettre la demande pour la procédure de la détermination du statut de réfugié.
- Le chef du bureau d'immigration ou celui du bureau local d'immigration (appelé ci-dessous « le chef du bureau » ou « le chef du bureau local ») du port d'entrée décidera s'il est approprié de transmettre la demande pour la procédure de la détermination du statut de réfugié dans un délai de 7 jours.
- Le chef du bureau ou le chef du bureau local peut refuser de transmettre la demande à l'autorité pour la procédure de la détermination du statut de réfugié compétente si le demandeur correspond à un des cas suivants.



Cas de refus de la transmission de la demande

- ▶ Sa présence en Corée représenterait une menace pour la sécurité nationale et l'ordre public
- ▶ Son identité ne peut pas être vérifiée à cause de son comportement non coopératif
- ▶ Sa demande d'asile cache la vérité en fournissant de faux documents. L'exception est quand le demandeur le déclare sans délai
- ▶ Il est originaire d'un pays ou est en provenance d'un pays que la Corée estime sûr, sans risque de persécutions
- ▶ Une nouvelle demande par une personne dont la demande d'asile a été rejetée ou par une personne dont le statut de réfugié a été annulé
- ▶ Il tombe dans un des cas justifiant le rejet de la reconnaissance du statut de réfugié selon la Convention sur les Réfugiés et de l'Article 19 de la Loi sur les réfugiés de la Corée
- ▶ Sa demande d'asile a des raisons peu claires, telles que la raison économique

(5) Mesures après la décision sur la transmission

- Quand la décision est faite de transmettre sa demande à l'autorité compétente, le demandeur reçoit un récépissé du dépôt de sa demande d'asile. Dès que la décision est faite, le statut du demandeur est garanti.
- Le chef de bureau local à la frontière (un port ou un aéroport) autorisera l'entrée du demandeur dont la demande sera transmise à l'autorité compétente, et délivra une admission provisoire au séjour (dans un délai de 90 jours) avec des conditions telles que le lieu de résidence limité et l'exigence de la présence pour l'examen de la demande.
- Le demandeur doit s'enregistrer auprès du bureau local compétent pour sa résidence dans un délai de 90 jours à partir de la date d'entrée. Il doit changer son statut de séjour à G-1 (Autres) ou recevoir le statut de séjour.

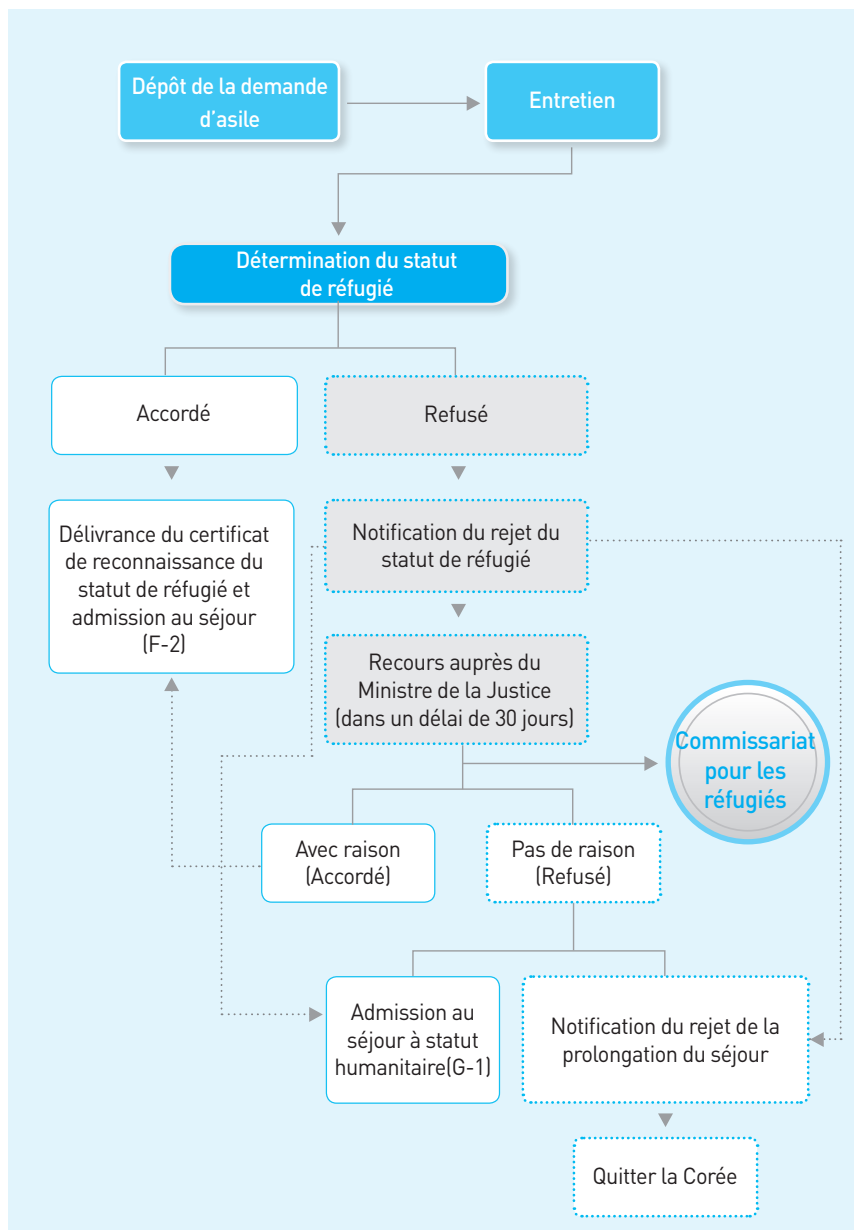
- L'examen du statut de réfugié doit avoir lieu au bureau central d'immigration compétent pour la résidence du demandeur.

Consultez p.23 pour la liste des bureaux centraux d'immigration

Pour les réfugiés,
les personnes à statut humanitaire et
les demandeurs d'asile



La procédure de demande d'asile



(1) Qui peut demander ?

- Un étranger qui réside en Corée.

(2) Quand faire la demande ?

- La demande doit être présentée lors du séjour.

(3) Où s'adresser ?

- Les bureaux d'immigration, les agences, et les centres d'immigration en Corée.

Consultez p.36 pour la liste des bureaux d'immigration en Corée

- Le chef du bureau local auquel le demandeur a déposé la demande d'asile doit délivrer un récépissé.

(4) Comment déposer une demande ?

- Un étranger qui veut se faire reconnaître comme réfugié doit déposer une demande d'asile aux bureaux d'immigration ou aux agences des bureaux locaux compétent pour sa résidence.
- Si le demandeur est mineur civil, ou s'il ne peut pas se présenter à cause des maladies ou des circonstances inévitables, son père, sa mère, son époux(se), son enfant, un membre de sa famille alliée, ou son avocat peut déposer la demande au nom du demandeur.

(5) Documents nécessaires

Documents à fournir

Les documents suivants sont nécessaires pour la demande

- Une demande écrite d'asile
 - ※ Si le demandeur ne sait pas écrire ou ne peut pas écrire à cause de son infirmité, il peut demander l'assistance des fonctionnaires chargés au dépôt de la demande. Et puis, le demandeur et le fonctionnaire les deux doivent signer sur ce document.
 - ※ Vous pouvez trouver le formulaire de la demande au guichet, ou le télécharger sur le site web de Hi-Korea (www.hikorea.go.kr; "les formulaires de demande civile" en haut à droite sur le site)

- Une copie des documents prouvant le demandeur correspond à un réfugié (y compris une déclaration qui affirme que le demandeur mérite d'être accordé le statut de réfugié)
- Une photo d'identité (qui répond aux exigences suivants)



Exigences concernant la photo d'identité

- ▶ Une photo d'un format 3.5 × 4.5cm en couleur; la taille de visage doit être comprise entre 2.5 et 3.5cm
- ▶ Le fond des photos doit être uni ou de couleur blanc, sans bordure
- ▶ La photo doit être prise au cours des 6 mois précédant la soumission de la demande et le demandeur doit présenter son visage face à l'appareil photo
- ▶ Le visage du demandeur doit être bien visible; des accessoires couvrant le visage tels que des lunettes à verres colorés et chapeaux ne sont pas acceptés, sauf si prescrits pour des raisons médicales (des lunettes portées par un handicapé visuel, par exemple)

- Une copie du résultat de l'examen médical du demandeur.
 - ※ Le demandeur doit soumettre le résultat de son examen médical, y compris le dépistage de la tuberculose, de la syphilis et du SIDA. Le soutien financier pour cet examen médical peut être apporté par le Ministre de la Justice.

Documents à présenter

- En ce qui concerne un étranger enregistré, présentez le passeport et le certificat d'enregistrement des étrangers. En cas de défaut de présenter le passeport ou le certificat d'enregistrement des étrangers, présentez un exposé des motifs expliquant les raisons.
- Si un étranger a reçu une autorisation conditionnelle d'entrée ou une autorisation provisoire de débarquement des réfugiés, présentez-le.

(6) N.B. concernant la remise des documents

- Sauf que les documents à remettre (y compris la déclaration) sont écrits en coréen ou anglais, leurs textes traduits doivent être annexés.

3 Examen de la demande d'asile

- L'examen de la demande d'asile est effectué sur la base des documents fournis par le demandeur. Donc, c'est au demandeur de constater qu'il est un réfugié en montrant des preuves ou des déclarations.
 - Un entretien individuel est fait par des officiers sur la base des documents fournis par le demandeur. Ils enquêtent la vérité des exposés du demandeur et prennent la décision.
- ※ Le Ministère de la Justice gère 8 bureaux centraux d'immigration afin de s'occuper des entretiens et des enquêtes sur les faits relatifs aux demandes d'asile soumises au bureau local ou à l'agence.

Bureaux Centraux	Bureaux Locaux et Agences
Aéroport d'Incheon	Aéroport d'Incheon
Séoul	Séoul, Séoul-Sud, Incheon, Suwon, Yangju, Gimpo, Daejeon, Chuncheon, Cheongju
	(Agences) Blvd Séjong, Ansan, Pyeongtaek, Osan, Seosan, Cheonan, Goyang, Donghae, Sokcho, Goseong
Busan	Busan, Daegu, Gimhae, Ulsan, Changwon
	(Agences) Gamcheon, Gumi, Pohang, Tongyeong, Sacheon, Geoje
Gwangju	Gwangju, Jeonju
	(Agences) Mokpo, Gunsan
Jeju	Jeju
Centre d'immigration à Hwasung	Centre d'immigration à Hwasung
Centre d'immigration à Cheongju	Centre d'immigration à Cheongju
Yeosu	Yeosu
	(Agence) Gwangyang

(1) Autorisation de changement du statut de séjour ou l'Octroi du statut de séjour

- Un demandeur d'asile doit demander au bureau local d'immigration ou à l'agence compétent(e) pour sa résidence afin de changer son statut de séjour à G-1 (Autres) ou de recevoir le statut de séjour.
- ※ Documents nécessaires: une demande écrite (Formulaire ci-joint N. 34), le récépissé de la demande d'asile, une photo d'identité, le passeport, une copie d'un exposé des motifs en cas de défaut de présenter le passeport, un document constatant le lieu de séjour, paiement de frais obligatoire

(2) Prolongation de la durée de séjour

- Dans un des cas suivants, le demandeur peut obtenir l'autorisation de la prolongation de la durée de séjour du bureau local ou de l'agence compétent(e) pour sa résidence. (chaque fois pour une période de 6 mois)

- ▶ La date d'expiration de la durée de séjour est arrivée alors que le demandeur se prépare pour le recours ou avant la décision concernant le recours est prise.
- ▶ La date d'expiration de la durée de séjour est arrivée alors que le demandeur se prépare pour le contentieux administratif ou avant la procédure du contentieux est terminée.

- ※ Documents nécessaires: une demande écrite (Formulaire ci-joint N. 34), le certificat d'enregistrement des étrangers, le document prouvant le lieu de résidence. (Exemption des frais)

(3) Déclaration de changement du lieu de séjour

- Quand un demandeur d'asile qui s'est inscrit en tant qu'étranger avec le statut de séjour G-1 (Autres) a changé son lieu de séjour, il doit le déclarer au chef de la ville, de la sous-préfecture, de l'arrondissement de sa nouvelle résidence ou au chef du bureau local ou de l'agence du bureau local compétent pour sa nouvelle résidence dans un délai de 14 jours à partir de la date de changement de lieu de séjour.

(1) Qui peut demander ?

- Si une personne qui correspond à un des cas suivants veut travailler dans des domaines non-professionnels, elle peut trouver un lieu de travail, obtenir l'autorisation pour une activité non couverte par le statut de séjour du bureau local d'immigration ou de l'agence compétent pour sa résidence, et travailler en Corée dans la limite de la durée de son séjour (six mois au maximum).

- ▶ Il faisait plus de 6 mois que le demandeur a déposé la demande d'asile.
- ▶ Le demandeur doit soutenir un membre de la famille incapable de travailler à cause de son infirmité, ou le chef du bureau d'immigration reconnaît qu'il doit travailler pour certaines raisons.

(2) Documents nécessaires

- Une demande écrite (Formulaire ci-joint N. 34), le passeport, le certificat d'enregistrement des étrangers, le contrat de travail, une copie du certificat d'enregistrement d'entreprise.

(3) Autorisation

- Quand l'autorisation pour une activité non couverte par le statut de séjour est délivrée au demandeur, le sceau d'autorisation est apposé (stipulant des activités autorisées et la durée d'autorisation) sur le passeport du demandeur. Le demandeur peut recevoir le certificat d'autorisation pour une activité non couverte par le statut de séjour, le cas échéant.

(4) Domaines de l'emploi

- Les demandeurs peuvent se mettre au travail simple sauf les domaines dans lesquels leur emploi n'est pas autorisé. Cependant, pour travailler dans les domaines professionnels, ils doivent répondre aux qualifications stipulées dans les lois et les décrets-lois pertinents, tels que la Loi sur le contrôle d'immigration, et recevoir l'autorisation pour une activité non couverte par le statut de séjour.
- En cas de changement du lieu de travail, le demandeur doit recevoir de nouveau l'autorisation pour une activité non couverte par le statut de séjour par avance.



Domaines dans lesquels l'emploi n'est pas autorisé

- ▶ Se mettre au travail dans l'industrie des paris défini à l'Article 2(1)(1) de la Loi sur les cas spéciaux concernant la réglementation et la répression des actes de spéculation, et à l'Article 1(2) du Décret d'application de la ladite loi
- ▶ Travailler en tant qu'entraîneuse dans les karaoke bars ou les bars de divertissement définis à l'Article 36 de la Loi sur l'assainissement des aliments et à l'Article 21(8) du Décret d'application de la ladite loi
- ▶ Se mettre au travail dans les lieux d'affaires de l'industrie de divertissement qui sont contre les mœurs publiques parmi ceux définis à l'Article 2 de la Loi sur la réglementation des affaires de divertissement touchant la morale publique et à l'Article 2 de la ladite loi
- ▶ D'autres activités qui dévient de la situation sociale des demandeurs d'asile et d'autres domaines dans lesquels le Ministre de la Justice reconnaît la nécessité de la limite de l'emploi

(5) Mesures pour ceux qui ont violé les conditions d'autorisation de l'emploi

- Si un demandeur d'asile qui a obtenu la permission de séjour de statut G-1 travaille illégalement dans la période de séjour, il sera soumis aux mesures suivantes.
 - 1^{ère} violation – autorisation de séjour après l'exemption de sanction (présenter un 'Certificat de conformité juridique')
 - 2^{ème} violation – autorisation de séjour après la sanction
 - 3^{ème} violation – l'accusation en matière pénale

(1) Retrait volontaire de la demande

- Si le demandeur veut retirer sa demande d'asile pour les raisons suivantes, il doit déposer le "formulaire du retrait volontaire de la demande d'asile" au bureau local d'immigration, à l'agence ou au centre d'immigration.

- ▶ L'intéressé a jugé de son plein gré qu'il n'est plus nécessaire de se faire reconnaître comme réfugié parce que la situation de son pays originaire est changée (la raison de persécution a été éliminée, par exemple)
- ▶ L'intéressé a décidé de son plein gré d'abandonner la demande et de retourner dans son pays originaire à cause des circonstances inévitables telles que la maladie d'un membre de sa famille
- ▶ L'intéressé veut retirer sa demande car son statut de séjour est changé à F-6 (conjoint étranger), par exemple
- ▶ L'intéressé a d'autres raisons pour lesquelles il ne peut plus vivre en Corée

(2) Déclaration de la fin d'examen

- L'examen de la demande peut être déclaré terminé dans un cas des suivants.

- ▶ L'intéressé a refusé de se présenter à l'entretien 3 fois de suite
- ▶ L'endroit où l'intéressé est n'est pas connu (y compris la notification publique)
- ▶ L'intéressé a quitté la Corée, mais la durée de séjour autorisée a expiré avant de son retour
- ▶ L'intéressé a acquis la nationalité coréenne
- ▶ L'examen de la demande d'asile de l'intéressé ne peut pas continuer à cause des circonstances inévitables. (la mort du demandeur, par exemple)

7**Délivrance du certificat de reconnaissance de statut de réfugié**

- Un étranger reconnu réfugié doit demander la délivrance du certificat de reconnaissance de statut de réfugié au chef du bureau local ou de l'agence compétent pour sa résidence.
 - ※ Le certificat peut être délivré à tous les bureaux locaux et les agences.
- Lorsqu'on vous demande de constater votre statut de réfugié pour la protection et les bénéfices accordés aux réfugiés, veuillez présenter ce certificat.

8**Titre de séjour pour réfugié**

- Un étranger reconnu réfugié doit visiter le bureau local d'immigration ou l'agence compétent pour sa résidence afin d'obtenir le statut de séjour ou de changer son statut de séjour à F-2 (Séjour).
 - ※ Documents nécessaires: le certificat de reconnaissance de statut de réfugié, une demande écrite (Formulaire ci-joint N. 34), une photo d'identité, le passeport, une copie d'un exposé des motifs en cas de défaut de présenter le passeport, paiement de frais obligatoire.
- Le réfugié peut continuer à vivre en Corée en prolongeant la durée de séjour jusqu'au moment où la raison pour laquelle le statut de réfugié a été accordé disparaît.

9**Délivrance de la lettre de rejet de demande d'asile aux demandeurs dont la demande est rejetée**

- Un étranger dont la demande d'asile est rejetée reçoit la "notification de rejet de demande d'asile" par le bureau local d'immigration ou l'agence compétent pour sa résidence.
 - ※ La notification peut être délivrée à tous les bureaux locaux et les agences.
- Un étranger dont la demande d'asile est rejetée peut faire le recours dans un délai de 30 jours à partir de la date de la réception de la notification de rejet de demande d'asile.
 - ※ Le recours peut être déposé à tous les bureaux locaux et les agences.

Consultez p. 31 pour les procédures d'effectuer un recours

10

Limite de l'accord du statut de réfugié

- Si le demandeur correspond à un des cas suivants, il peut recevoir la décision de rejet du statut de réfugié.

- ▶ L'intéressé reçoit déjà la protection ou l'aide d'une autre agence de l'ONU en dehors du UNHCR ou d'une organisation.
- ▶ L'intéressé a commis un crime contre la paix, un crime de guerre, ou un crime contre l'humanité défini dans les traités internationaux ou les lois internationales universellement reconnues.
- ▶ L'intéressé a commis un crime grave non-politique en dehors de la Corée avant d'y entrer.
- ▶ L'intéressé a commis des agissements contraires aux buts et principes des Nations unies

11

Annulation et retrait du statut de réfugié

(1) Annulation du statut de réfugié

- Si le demandeur correspond à un des cas suivants, le statut de réfugié qui lui a été accordé peut être annulé.

- ▶ L'intéressé a soumis des faux documents en toute connaissance de cause dans le but d'être reconnu réfugié
- ▶ L'intéressé a donné des fausses déclarations en toute connaissance de cause dans le but d'être reconnu réfugié
- ▶ L'intéressé a caché les faits en toute connaissance de cause dans le but d'être reconnu réfugié

(2) Retrait du statut de réfugié

- Si le demandeur correspond à un des cas suivants, le statut de réfugié qui lui a été accordé peut être retiré.

- ▶ L'intéressé reçoit la protection de son pays originaire de son plein gré
- ▶ L'intéressé a perdu la nationalité mais récupéré la nationalité de son plein gré
- ▶ L'intéressé a acquis une nouvelle nationalité et reçoit la protection de ce pays
- ▶ L'intéressé a quitté le pays de résidence ou il habitait en dehors de ce pays dans la crainte d'être persécuté, mais il s'y est installé de nouveau de son plein gré
- ▶ L'intéressé ne peut pas refuser la protection de son pays originaire car la raison principale sur laquelle son statut de réfugié est accordé a disparu
- ▶ L'intéressé est apatride, et la raison principale sur laquelle son statut de réfugié est accordé a disparu, donc il peut retourner à son pays de résidence permanente

(3) Mesures qui suivent l'annulation et le retrait du statut de réfugié

- Quand la décision de reconnaître le statut de réfugié est annulée, le Ministre de la Justice doit délivrer la notification de l'annulation ou du retrait du statut à un réfugié reconnu ou son représentant, et récupérer le certificat de reconnaissance du statut de réfugié.
- Le réfugié reconnu qui a reçu la notification de l'annulation ou du retrait du statut de réfugié peut faire le recours dans un délai de 30 jours à partir de la date de la réception de la notification.

Consultez p. 31 pour les procédures d'effectuer un recours

Recours en cas de rejet de la demande d'asile

1 Procédure de recours

(1) L'appelant

- Une personne qui correspond à un des cas suivants peut faire un recours auprès du Ministre de la Justice.

- ▶ Un étranger qui a reçu la notification de rejet de reconnaissance du statut de réfugié
- ▶ Un étranger qui a reçu la notification d'annulation ou de retrait de reconnaissance du statut de réfugié

(2) Délai pour effectuer le recours

- Quand un demandeur reçoit la notification de rejet de reconnaissance du statut de réfugié ou la notification d'annulation ou de retrait de reconnaissance du statut de réfugié envoyée par le chef d'un bureau local d'immigration, d'une agence du bureau d'immigration, ou d'une centre d'immigration, il peut faire un recours auprès du Ministre de la Justice dans un délai de 30 jours à partir de la date de la réception de la ladite notification.

(3) Bureau de la demande du recours

- La demande du recours peut être déposée auprès du chef du bureau local, de l'agence, et du centre d'immigration compétent pour sa résidence.
 - ※ Le recours peut être déposé à tous les bureaux locaux et les agences.
- La demande du recours peut être fait par un représentant au nom du demandeur d'asile ou du réfugié reconnu.

(4) Documents nécessaires pour le recours

- Une copie du formulaire de recours (y compris des documents expliquant les raisons de faire le recours)

2 Délibération par le Commissariat pour les réfugiés

- C'est le Commissariat pour les réfugiés affilié au Ministère de la Justice qui prend en charge de la délibération d'un recours.
- Le Commissariat se compose des gens qui ont des expertises et expériences riches concernant les affaires des réfugiés tels que des avocats, des professeurs, des experts en matière de réfugiés. Ils sont nommés ou désignés.

3 Décision du Ministre de la Justice

- Le Ministre de la Justice examine les documents fourni concernant le recours et prend la décision. Le résultat sera notifié à l'appelant par le chef du bureau local, de l'agence du bureau local ou du centre d'immigration compétent pour la résidence de l'appelant.

(1) Délivrance du certificat de reconnaissance du statut de réfugié et le titre du séjour au réfugié reconnu

- S'il est décidé que le recours est recevable et que l'appelant est reconnu réfugié, "le certificat de reconnaissance du statut de réfugié" sera délivré par le chef du bureau local, de l'agence du bureau local ou du centre d'immigration compétent pour la résidence de l'appelant.
- Un étranger qui a reçu le certificat de reconnaissance de statut de réfugié doit fournir le certificat de reconnaissance de statut de réfugié, une demande écrite (Formulaire ci-joint N. 34), une photo d'identité, le passeport et un paiement de frais au chef du bureau local compétent pour sa résidence pour obtenir le certificat d'enregistrement des étrangers avec le statut F-2 (Séjour) pour une durée de 3 ans.
 - ※ La délivrance du certificat d'enregistrement des étrangers pourrait prendre 2 à 3 semaines selon les situations de chaque bureau.
- Le réfugié peut continuer à vivre en Corée en prolongeant la durée de séjour jusqu'au moment où la raison pour laquelle le statut de réfugié a été accordé disparaît.

(2) Délivrance de la notification de rejet du recours au réfugié non-reconnu

- Si le Ministre de la Justice décide que le recours n'est pas recevable, "la notification de rejet du recours" sera délivrée par le chef du bureau local, de l'agence du bureau local ou du centre d'immigration compétent pour la résidence de l'appelant.
- L'appelant dont le recours est rejeté peut effectuer le contentieux administratif dans un délai de 90 jours à partir de la date de faire connaissance de la disposition, ou dans un délai d'une année à partir de la date de l'entrée en vigueur de la disposition. Durant le contentieux, l'appelant peut demander la prolongation de la durée de séjour en tant qu'un demandeur d'asile au chef du bureau local, ou de l'agence du bureau local compétent pour sa résidence.

Titre de voyage pour réfugié

1 Qui peut demander ?

- Un étranger reconnu réfugié doit demander le titre de voyage pour réfugié du chef du bureau local ou de l'agence compétent pour sa résidence afin de voyager à l'étranger.
- Si le demandeur est mineur civil, ou s'il ne peut pas se présenter à cause des maladies ou des circonstances inévitables, son père, sa mère, son époux (se), son enfant, ou un membre de sa famille alliée peut déposer la demande au nom du demandeur.

2 Documents nécessaires

(1) Documents à fournir

- Un formulaire de demande de titre de voyage pour réfugié
 - ※ Vous pouvez trouver le formulaire de la demande au guichet, ou le télécharger sur le site web de Hi-Korea (www.hikorea.go.kr; "les formulaires de demande civile" en haut à droite sur le site)
- Une photo d'identité



Exigences concernant la photo d'identité

- ▶ Une photo d'un format 3.5 × 4.5cm en couleur; la taille de visage doit être comprise entre 2.5 et 3.5cm
 - ▶ Le fond des photos doit être uni ou de couleur blanc, sans bordure
 - ▶ La photo doit être prise au cours des 6 mois précédant la soumission de la demande et le demandeur doit présenter son visage face à l'appareil photo
 - ▶ Le visage du demandeur doit être bien visible; des accessoires couvrant le visage tels que des lunettes à verres colorés et chapeaux ne sont pas acceptés, sauf si prescrits pour des raisons médicales (des lunettes portées par un handicapé visuel, par exemple)
- Frais: 10,000 won (timbre-quittance)

(2) Documents à présenter

- Le certificat de reconnaissance du statut de réfugié ou le certificat d'enregistrement des étrangers.

3 Durée de validité et renouvellement du titre de voyage pour réfugié

- Le titre de voyage pour réfugié est d'une durée de 2 ans. La durée peut être prolongée dans la limite d'un an. Cependant, aujourd'hui le gouvernement ne délivre que des passeports biométriques. Par conséquent, il n'est pas possible de prolonger la durée de validité du titre de voyage. (La loi pertinente sera renouvelée pour changer la durée du titre de voyage à 3 ans.)
- Un étranger qui possède le titre de voyage pour réfugié peut quitter la Corée et y revenir autant de fois qu'il veut dans la limite de la durée de validité du titre, sans avoir à demander une nouvelle autorisation.
- Cependant, si le Ministre de la Justice reconnaît la nécessité, il est possible de spécifier une « durée d'autorisation de rentrée en Corée » entre 3 mois et un an. Dans ce cas, même s'il reste la durée de validité sur le titre de voyage, le détenteur doit rentrer en Corée avant l'expiration de cette période inscrite sur le titre du voyage.
- Si le réfugié, qui est sorti du pays, n'est pas capable de rentrer en Corée avant l'expiration de la durée de validité du titre de voyage pour réfugié à cause des maladies ou des circonstances inévitables, il peut fournir les documents suivants pour prolonger la durée de validité pour une période de 6 mois.
 - ※ Documents nécessaires: Une demande écrite de prolonger la durée de validité du titre de voyage pour réfugié, une copie de documents expliquant la raison
- En cas de perte ou endommagement du titre de voyage pour réfugié, le titulaire doit demander un nouveau titre au chef du bureau local, de l'agence du bureau d'immigration compétent de sa résidence en Corée ou à celui de l'ambassade ou le consulat à l'étranger dans un délai de 14 jours à partir de la date de perte ou endommagement en fournissant le formulaire de demande de renouvellement du titre de voyage pour réfugié, exposé des motifs pour le renouvellement, une photo d'identité.

Liste des bureaux d'immigration, des agences et des centres d'immigration

Nom d'établissement	Adresse	N. de téléphone
Bureau d'immigration à l'Aéroport d'Incheon	272, Gonghang-ro, Jung-gu, Incheon	032-740-7015-7,9
Bureau d'immigration à Séoul	151, Mokdong-ro, Yangcheon-gu, Seoul	02-2650-6212
	4th F 401, 93, Mokdongnam-ro, Yangcheon-gu, Seoul	02-2650-6399
Bureau d'immigration à Busan	20 Chungjang-daero, Jung-gu, Busan	051-461-3091-5
Bureau d'immigration à Incheon	393 Seohae-daero, Jung-gu, Incheon	032-890-6300
Bureau d'immigration à Suwon	39 Bandal-ro, Yeongtong-gu, Suwon-si, Gyeonggi-do	031-695-3800
Bureau d'immigration à Séoul-Sud	151 Mokdongdong-ro, Yangcheon-gu, Seoul	02-2650-4631
Bureau d'immigration à Gimhae	108, Gonghangjinip-ro, Gangseo-gu, Busan	051-979-1300
Bureau d'immigration à Jeju	277, Imhangro, Jeju-si, Jeju-do	064-723-3494
Bureau d'immigration à Daegu	71, Dongchon-ro, Dong-gu, Daegu	053-980-3505
Bureau d'immigration à Daejeon	7, Mokjung-ro, 26 beon-gil, Jung-gu, Daejeon	042-220-2001
Bureau d'immigration à Yeosu	265, Museon-ro, Yeosu-si, Jeollanam-do	061-689-5518
Bureau d'immigration à Yangju	23, Pyonghwa-ro, 1475 beon-gil, Yangju-si, Gyeonggi-do	031-828-9303
Bureau d'immigration à Ulsan	2nd F, Samho Building, 86, Dotjil-ro, Nam-gu, Ulsan	052-279-8000
Bureau d'immigration à l'Aéroport de Gimpo	38, Haneul-gil, Gangseo-gu, Seoul	02-2664-6202
Bureau d'immigration à Gwangju	22, Sangmu-daero 911 beon-gill, Gwangju	062-605-5207
Bureau d'immigration à Changwon	30, Je2 budu-ro, Masanhappo-gu, Changwon-si, Gyeongsangnam-do	055-981-6000
Bureau d'immigration à Jeonju	857, Dongbu-daero, Deokjin-gu, Jeonju-si, Jeollabuk-do	063-245-6164
Bureau d'immigration à Chuncheon	12 Saam-gil, Dongnae-myon, Chuncheon-si, Gangwon-do	033-244-7351
Bureau d'immigration à Cheongju	52, Biha-ro, 12 beon-gil, Heungdeok-gu, Cheongju-si, Chungcheongbuk-do	043-230-9000
Bureau d'immigration à l'Aéroport d'Incheon Agence de la Gare de Séoul	2nd basement level, Seoul Station, 405, Hangang-daero, Yongsan-gu, Seoul	02-362-8432
Bureau d'immigration à l'Aéroport d'Incheon Agence de l'aérogare de la ville	53, Assem-gil, Gannam-gu, Seoul	02-551-6923
Bureau d'immigration à Séoul Agence de Blvd Séjong	2,3F Seoul Global Center, 38 Jong-ro, Jongno-gu, Seoul	02-731-1799
Bureau d'immigration à Busan Agence de Gamcheon	11th F, Hoegwandong, 25 Wonyang-ro, Seo-gu, Busan	051-254-3917

Nom d' établissement	Adresse	N. de téléphone
Bureau d'immigration à Incheon Agence d'Ansan	96, Gwangdeok 4-ro, Danwon-gu, Ansan-si, Gyeonggi-do	031-364-3700
Bureau d'immigration à Suwon Agence de Pyeongtaek	86, Pyeongtaekhangman-gil, Poseung-eup, Pyeongtaek-si, Gyeonggi-do	031-683-6937
Bureau d'immigration à Suwon Agence d'Osan	5, San Sinjang-dong, Pyeongtaek-si, Gyeonggi-do. (within K-55 area)	031-666-2677
Bureau d'immigration à Daegu Agence de Gumi	2nd, and 3rd F of Gumi Business Support Center, 3570-27, Gumi-daero-Gumi-si, Gyeongsangbuk-do	054-459-3505
Bureau d'immigration à Daegu Agence de Pohang	135, Woochangdong-Ro, Buk-gu, Pohang, Gyeongsangnam-do	054-247-5363
Bureau d'immigration à Daejeon Agence de Seosan	6th F, Seorim building, 28, Eumnae 3-ro, Seosan-si, Chungcheongnam-do	041-681-6181
Bureau d'immigration à Daejeon Agence de Cheonan	403 Chungnam Northern CCI, 215, Gwanjang-ro, Sebuk-gu, Cheonan-si, Chungcheongnam-do	041-621-1347
Bureau d'immigration à Yeosu Agence de Gwangyang	23, Jungdong 2-gil, Gwangyang-si, Jeollanam-do	061-792-1139
Bureau d'immigration à Yangju Agence de Goyang	16, Hwajung-ro, 104 beon-gil, Deogyang-gu, Goyang-si, Gyeonggi-do	031-960-9310
Bureau d'immigration à Gwangju Agence de Mokpo	26, Baengnyeong-daero, 412 beon-gil, Mokposi, Jeollanam-do	061-282-7294
Bureau d'immigration à Changwon Agence de Tongyeong	5, Nammang-gil, Tongyeong-si, Gyeongsangnam-do	055-645-3494
Bureau d'immigration à Changwon Agence de Sacheon	450, Samcheonpodaegu-ro, Sacheon-si, Gyeongsangnam-do	055-835-4088
Bureau d'immigration à Changwon Agence de Geoje	24, Yeonsa 1-gil, Yeoncho-myeon, Goeje-si, Gyeongsangnam-do	055-681-2433
Bureau d'immigration à Jeonju Agence de Gunsan	254, Hamang-ro, Gunsan-Si, Jeollabuk-do.	063-445-3874
Bureau d'immigration à Chuncheon Agence de Donghae	225, Haeon-ro, Donghae-si, Gangwon-do	033-535-5721
Bureau d'immigration à Chuncheon Agence de Sokcho	Sokcho Port Support Center, 26, Dongmyonghang-ro, Gangwon-do	033-636-8613
Bureau d'immigration à Chuncheon Agence de Goseong	9097, Donghae-daero, Hyeonae-myeon, Goseong-gun, Gangwon-do	033-680-5100
Centre d'immigration à Hwasung	Hwaseong-ro, Mado-myeon, Hwaseong-si, Gyeonggi-do	031-8055-7000
Centre d'immigration à Cheongju	49, Cheongnam-ro, 1887 beon-gil, Heungdeok-gu, Cheongju-si, Chungcheongbuk-do,	043-290-7512
Centre d'immigration et de soutien pour les étrangers	123, Yeongjonghaeanbuk-ro 1204 beon-gil, Jung-gu, Incheon	032-745-3330

Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) à Séoul

1. UNHCR: Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR)
 2. Une agence de l'ONU internationale, non-politique et humanitaire, UNHCR a été établi en 1950 par l'Assemblée générale de l'ONU et a débuté ses activités en janvier 1951.
 3. L'UNHCR oeuvre pour la protection internationale des réfugiés et la promotion de solutions.
 4. L'UNHCR Séoul donne des informations sur les procédures de la demande d'asile, les droits des réfugiés et les situations en Corée aux réfugiés, aux personnes à statut humanitaire et aux demandeurs d'asile par les consultations personnelles, via téléphone et e-mail.
- Téléphone : 02-773-7009; Jours de consultation: de lundi à vendredi (sauf le mercredi)
 - Horaires de consultation : 9:30 - 12:30 • E-mail : info@unhcr.or.kr
 - Adresse : 7^e étage, Geumsegi Building, Eulgiro 1-ga 16, Jung-gu (arrondissement), Séoul (code postal: 100-842)
 - Site web : <http://www.unhcr.or.kr>, <http://www.unhcr.org>

Organisations offrant le soutien aux réfugiés

pNan

Cette organisation offre l'hébergement, les services de consultation et l'assistance juridique pour les réfugiés.

- ▶ Téléphone : 02-871-5381 ▶ Fax : 0505-447-4646
- ▶ E-mail : pnan@pnan.org ▶ Site web : www.pnan.org
- ▶ Adresse : 3^e étage, Complexe N. 1 d'appartements Raemian, Sangdo 2-dong 456, Dongjak-gu, Séoul (code postal : 156-320)

NANCEN

Cette organisation offre l'hébergement pour les réfugiés et mener des activités des droits de l'homme des réfugiés.

- ▶ Téléphone : 02-712-0620 ▶ Fax : 0505-503-0620
- ▶ E-mail : refucenter@gmail.com ▶ Site web : www.nancen.org
- ▶ Adresse : Garibong-dong 30-24, Guro-gu, Séoul (code postal : 152-800)

Refugee Act/ Enforcement Decree and Enforcement Rule of the Refugee Act



The Refugee Act

Chapter 1. General Provisions

Article 1 (Purpose)

This Act is intended to stipulate matters on the status and treatment of refugees pursuant to the 1951 Convention relating to the Status of Refugees (hereinafter referred to as "the Refugee Convention") and the 1967 Protocol relating to the Status of Refugees (hereinafter referred to as "the Refugee Protocol").

Article 2 (Definitions) Definitions of the terms in this Act are as follows:

1. A "refugee" refers to an alien who is unable or unwilling to avail him/herself of the protection of his/her country of nationality owing to well-founded fear of being persecuted for reasons of race, religion, nationality, membership of a particular social group or political opinion; or who, not having a nationality, is unable or, owing to such fear, unwilling to return to the country of his/her former residence (hereinafter referred to as "the country of habitual residence") prior to entry into the Republic of Korea.
2. "A person who is recognized as a refugee" (hereinafter referred to as a "recognized refugee") refers to an alien who is recognized as a refugee in accordance with this Act.
3. "A person who is given permission to stay on humanitarian grounds" (hereinafter referred to as a "humanitarian status holder") refers to an alien to whom subparagraph 1 does not apply but for whom there are reasonable grounds to believe that his/her life or personal freedom may be egregiously violated by torture or other inhumane treatment or punishment or other circumstances, and who is given permission to stay by the Minister of Justice in accordance with the Presidential Decree.
4. "A person who has applied for refugee status" (hereinafter referred to as a "refugee status applicant") refers to an alien who has filed a refugee status application and to whom any of the following subparagraphs applies:
 - (a) The person's refugee status application

is being examined under the refugee status determination procedure;

(b) The person's refugee status application was rejected or the person's appeal against the denial of refugee status was dismissed, and the filing period for an appeal, administrative appeal or administrative litigation concerning the decision has not expired; or

(c) The person's administrative appeal or administrative litigation concerning the denial of refugee status is ongoing.

5. A "refugee seeking resettlement" refers to an alien who is a refugee outside the territory of the Republic of Korea and who wishes to resettle in the Republic of Korea.

6. An "alien" refers to a person who is not a national of the Republic of Korea.

Article 3 (Prohibition of Refoulement)

Recognized refugees, humanitarian status holders and refugee status applicants shall not, in accordance with Article 33 of the Refugee Convention and Article 3 of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, be forcibly returned against their will.

Article 4 (Application of Other Laws)

For matters concerning the status and treatment of recognized refugees, humanitarian status holders and refugee status applicants not stipulated under this Act, the Immigration Control Act shall apply.

Chapter 2. Refugee Status Application and Determination

Article 5 (Refugee Status Application)

(1) An alien in the territory of the Republic of Korea who wishes to attain refugee status may apply for refugee status to the Minister of Justice. To this end the alien shall submit an Application for Recognition of Refugee

Status to the Chief of an Immigration Office (hereinafter referred to as an "Office Chief"), Head of an Immigration Branch Office (hereinafter referred to as a "Branch Chief") or Chief of an Immigration Processing Center (hereinafter referred to as a "Center Chief").

(2) When applying pursuant to paragraph 1, the applicant shall provide the documents listed in each subparagraph below:

1. Passport or Alien Registration Card or, if neither is available, a statement explaining the reasons; and

2. Supplementary materials, including any documents for reference in the determination of refugee status, if available.

(3) The refugee status application shall be submitted in writing. If an applicant cannot fill out the application form due to reasons such as illiteracy or disability, the official who receives the application shall fill out the form on behalf of the applicant and either sign or put his/her name and seal, along with the applicant's signature or name and seal.

(4) An immigration officer shall provide active support and aid to an alien who requests information on refugee status applications or expresses the intent to apply for refugee status.

(5) The Minister of Justice shall issue a receipt to a refugee status applicant immediately after his/her application is received.

(6) A refugee status applicant may stay in the Republic of Korea until the determination of his/her refugee status becomes final (and, if an administrative appeal or litigation concerning the denial of his/her refugee status is ongoing, until the proceeding concludes).

(7) Specific methods and procedures for refugee status applications, other than those specified in paragraphs 1 to 6, shall be determined by the Ordinance of the Minister of Justice.

Article 6 (Applications at Ports of Entry)

(1) An alien who wishes to apply for refugee status at the time of immigration inspection shall submit a written Application for Recognition of Refugee Status to the respective Office Chief or Branch Chief with jurisdiction over the port of entry in

accordance with the Immigration Control Act.

(2) The Office Chief or the Branch Chief may require a person who submitted an Application for Recognition of Refugee Status at the port of entry in accordance with paragraph 1 to stay at a designated location within the port of entry for a period not exceeding seven days.

(3) The Minister of Justice shall decide within seven days of the submission of a refugee status application whether to refer the application to the refugee status determination procedure, but if the Minister of Justice fails to decide within this period, the applicant's entry into the country shall be permitted.

(4) A refugee status applicant at the port of entry shall be provided with basic food, accommodation and clothing during the time period specified under paragraph 2, in accordance with the Presidential Decree.

(5) Details necessary for refugee status determination procedures at the port of entry other than those specified by paragraphs 1 to 4 shall be regulated by the Presidential Decree.

Article 7 (Notice of Relevant Information on Refugee Status Applications)

(1) The Office Chief, Branch Chief and Center Chief (hereinafter referred to as an "Office Chief, etc.") shall place documents necessary for refugee status applications at the Immigration Office (hereinafter referred to as "the Office"), Immigration Branch Office (hereinafter referred to as, "the Branch Office"), Immigration Processing Center (hereinafter referred to as "the Center") or port of entry within their jurisdiction and provide public notice (including notice by electronic means, such as an online notice) of information regarding the application procedure pursuant to this Act, and the rights of refugee status applicants and other relevant information.

(2) Details of the placement of the documents and provision of notice pursuant to paragraph 1 shall be regulated by the Ordinance of the Minister of Justice.

Article 8 (Refugee Status Determination)

(1) The Office Chief, etc., who receives an application pursuant to Article 5 shall

interview the refugee status applicant without delay, investigate the facts and report the results to the Minister of Justice in an attachment to the refugee status application.

(2) The interview(s) shall, upon the request of a refugee status applicant, be conducted by official(s) of the same gender as the applicant.

(3) The Office Chief, etc., may, if deemed necessary, record or videotape the interview process. In the case of a refugee status applicant requesting that the interview be recorded or videotaped, such request shall not be refused.

(4) The Minister of Justice shall keep on staff at the Office, Branch or Center a refugee status determination officer(s) (hereinafter referred to as an "RSD Officer") responsible for interviews and factual investigations. Matters concerning the qualifications and work performance of RSD Officers shall be determined by the Presidential Decree.

(5) The Minister of Justice may omit part of the determination procedure provided in paragraph 1 for a refugee status applicant to whom any of the following applies:

1. If the refugee status applicant concealed facts in the application through means that include, but are not limited to, the submission of false documents or false statements;
2. The refugee status applicant re-applied for refugee status without a material change in circumstances after a previous application was denied or previous refugee status recognition was cancelled pursuant to Article 22; or
3. If the refugee status applicant is an alien who has stayed in the Republic of Korea for one year or longer and who applied for refugee status when the expiration of the permitted period stay was imminent, or is an alien subject to forcible removal who applied for refugee status for the purpose of delaying the enforcement of the removal order.

(6) A refugee status applicant shall faithfully participate in the refugee status review procedure. The Minister of Justice may terminate the procedure if an applicant fails to appear three or more consecutive times despite requests for appearance for interviews or other procedures.

Article 9 (Collection of Evidence Favorable to Refugee Status Applicants)

The Minister of Justice shall actively collect evidence favorable to a refugee status applicant and shall utilize such evidence in the review process.

Article 10 (Factual Investigation)

(1) If necessary to determine or, pursuant to Article 22, cancel or withdraw refugee status, the Minister of Justice may require Refugee Officers from the Ministry of Justice or RSD Officers from the Offices, Branches and Centers to perform factual investigations.

(2) If necessary for the investigation pursuant to paragraph 1, the applicant and other relevant persons may be requested to appear, answer questions or submit materials including, but not limited to, relevant documents.

(3) When Refugee Officers or RSD Officers complete the factual investigation pursuant to paragraph 1 in relation to the recognition, cancellation or withdrawal of refugee status, the head of the division in charge of refugees within the Ministry of Justice or the Office Chief, etc., shall report the outcome to the Minister of Justice without delay.

Article 11 (Cooperation by Relevant Administrative Organizations)

(1) The Minister of Justice may request, if necessary for the determination of refugee status, cooperation from the head of relevant administrative agencies and local municipalities (hereinafter referred to as "heads of relevant agencies") or other related organizations on such matters including, but not limited to, the submission of information or factual investigation.

(2) Heads of relevant agencies or related organizations whose cooperation is requested pursuant to paragraph 1 may not decline the request without just cause.

Article 12 (Right to Assistance of an Attorney)

A refugee status applicant has the right to receive the assistance of an attorney.

Article 13 (Presence of a Trusted Individual)

An RSD Officer, if requested by a refugee status applicant, may permit the presence of

a trusted individual, to the extent that such presence does not interfere with the fairness of the interview.

Article 14 (Interpretation)

When a refugee status applicant cannot sufficiently express him/herself in Korean, the Minister of Justice shall provide an interpreter, who meets the qualifications determined by the Presidential Decree, to interpret during the course of interviews.

Article 15 (Confirmation of Refugee Interview Report)

If a refugee status applicant fails to understand the written record of the interview, RSD Officers shall allow him/her to confirm the interview record in a language the applicant understands by providing a translation or an interpretation after the completion of the interviews..

Article 16 (Right to Access and Copy Relevant Materials)

(1) A refugee status applicant may request access to or a copy of his/her refugee interview record or relevant materials submitted by him/her.

(2) Immigrant officers shall, upon receiving a request from a refugee status applicant for access to and a copy of relevant documents pursuant to paragraph 1, respond to such request without delay. However, this right may be limited if there is clear cause to believe that access to and/or copying of the materials would materially hinder the fairness of the review procedure.

(3) Specific means and procedures for the access to and/or copying of the materials pursuant to paragraph 1 shall be determined by the Presidential Decree.

Article 17 (Prohibition of Disclosure of Personal Information)

(1) No one shall release nor disclose to any other person the address, name, age, occupation, appearance or any other identifying information or any photograph of any refugee status applicant or trusted individual present in an interview pursuant to Article 13. However, this shall not apply if an applicant or trusted individual consents to

such disclosure.

(2) No one shall disclose personal information or any photograph of any refugee status applicant or others in paragraph 1 through publication, broadcast or information communication networks without the consent of the individual, including, the applicant.

(3) No information on any refugee status application shall be provided to the applicant's country of origin.

Article 18 (Recognition of Refugee Status)

(1) The Minister of Justice shall, upon determining that a refugee status application has merit, make a decision to recognize the applicant as a refugee and issue a Certificate of Refugee Status Recognition to the applicant.

(2) If the Minister of Justice decides that the applicant is not a refugee, he/she shall issue to the applicant a "Notice of Non-Recognition of Refugee Status", which states the reasons for denial and informs the applicant that he/she may appeal within thirty days.

(3) A denial notice pursuant to paragraph 2 shall state the reasons for the decision (including decisions concerning the applicant's factual and legal claims), the time limit and means of appeal.

(4) Determination of refugee status pursuant to paragraph 1 or 2 shall be made no later than six months after the date on which the application was received. Should there be unavoidable circumstances, however, this period may be extended by up to six months.

(5) When the period of determination is extended pursuant to the proviso in paragraph 4, the applicant shall be notified at least seven days before the initial period expires.

(6) The Certificate of Refugee Status Recognition under paragraph 1 and the Notice of Non-Recognition of Refugee Status under paragraph 2 shall be issued in person to the applicant or the applicant's representative via the Office Chief, etc., or others, or delivered in accordance with Article 14 of the Administrative Procedures Act.

Article 19 (Limitations on Recognition of Refugee Status)

Notwithstanding Article 18(1), the Minister of Justice may decide not to recognize an applicant as a refugee, even when the refugee status applicant qualifies for refugee status, if there is substantial grounds to believe any of the following applies to the applicant:

1. If the applicant is at present receiving protection or assistance from organs or agencies of the United Nations other than the United Nations High Commissioner for Refugees (hereinafter referred to as the "UNHCR"). The foregoing does not apply if such protection or assistance has ceased for any reason without the position of such persons being definitively settled in accordance with the relevant resolutions adopted by the General Assembly of the United Nations;
2. If the applicant has committed a crime against peace, a war crime or a crime against humanity, as defined in international conventions or generally recognized international rules;
3. If the applicant has committed a serious non-political crime outside the Republic of Korea prior to his/her admission into the Republic of Korea; or
4. If the applicant has been found guilty of acts contrary to the purposes and principles of the United Nations.

Article 20 (Detention for Identity Verification)

(1) Immigration officers may, for the purpose of verifying a refugee status applicant's identity, detain the applicant with an Order of Detention issued according to Article 51 of the Immigration Control Act by the Office Chief, etc., if it is evident that the applicant deliberately destroyed his/her passport or other means of identification or used false identification for the purpose of concealing his/her identity and receiving refugee recognition.

(2) Any person who is detained pursuant to paragraph 1 shall be immediately released when his/her identity is verified or if his/her identity is not verified within ten days. However, if the verification of identity is delayed due to unavoidable circumstances, the Office Chief, etc., may extend the detention by up to ten days.

Article 21 (Appeal Application)

(1) A person whose refugee status application is denied as provided by Article 18(2) or Article 19, or whose refugee status is cancelled or withdrawn pursuant to Article 22, may appeal to the Minister of Justice within thirty days of the date on which the decision was received. To appeal, the person shall submit to the Office Chief, etc. a written appeal with attached documents explaining the reasons for the appeal.

(2) If an appeal is filed in accordance with paragraph 1, an administrative appeal pursuant to the Administrative Appeals Act may not be lodged.

(3) When a written Application for Appeal is received pursuant to paragraph 1, the Minister of Justice shall refer the case to the Refugee Committee, established under Article 25, without delay.

(4) The Refugee Committee, established under Article 25, may perform factual investigations directly or via refugee research officers pursuant to Article 27.

(5) Other matters regarding the determination procedure of the Refugee Committee shall be determined by the Presidential Decree.

(6) After the review of the Refugee Committee, the Minister of Justice shall decide in accordance with Article 18 whether to grant refugee status.

(7) The Minister of Justice shall make a decision concerning the appeal within six months from the day the written Application for Appeal is received. However, if the decision concerning the appeal fails to be issued during this period due to unavoidable circumstances, the period may be extended by a designated period not exceeding six months.

(8) When the review period of an appeal is extended pursuant to paragraph 7, the applicant shall be notified at least seven days before the initial period expires.

Article 22 (Cancellation of Decision to Recognize Refugee Status, etc.)

(1) The Minister of Justice may cancel recognition of refugee status if the recognition of refugee status is found to be based on the submission of false documents, false statements or concealed facts.

(2) The Minister of Justice may withdraw the decision to recognize refugee status if a person falls under any of the following subparagraphs:

1. The person has voluntarily re-availed him/herself of the protection of the country of his/her nationality;
2. The person, having lost his/her nationality, has voluntarily re-acquired it;
3. The person has acquired a new nationality, and enjoys the protection of the country of his/her new nationality;
4. The person has voluntarily re-established him/herself in the country which he/she left or outside which he/she remained owing to fear of persecution;
5. The person can no longer continue to refuse to avail him/herself of the protection of the country of his/her nationality, as the circumstances connected to his/her recognition as a refugee have ceased to exist; or
6. If the person, lacking nationality, is able to return to his/her former habitual residence, as the circumstances in connection to such person's recognition as a refugee have ceased to exist.

(3) When canceling or withdrawing refugee status pursuant to paragraphs 1 or 2, the Minister of Justice shall notify the person with a written Notice of Cancellation or Withdrawal of Refugee Status Recognition, which states the grounds for the decision and informs the person that he/she may appeal within 30 days. Article 18(6) applies mutatis mutandis to the notification procedure.

Article 23 (Closed Hearings)

The Refugee Committee or a court may, at the request of the refugee status applicant or at its discretion, make the decision to close review or hearing sessions to the public if it deemed necessary for the safety of the refugee status applicant, his/her family, or others.

Article 24 (Acceptance of Refugees Seeking Resettlement)

(1) The Minister of Justice may permit resettlement in the Republic of Korea of refugees seeking resettlement, after the

Foreigners Policy Committee reviews the size of the group seeking resettlement, their region(s) of origin, and whether they can be accepted in accordance with Article 8 of the Framework Act on the Treatment of Foreigners Residing in the Republic of Korea. Permission for resettlement shall be deemed recognition of refugee status pursuant to Article 18(1).

(2) Details including requirements and procedures for resettlement permission in the country in accordance with paragraph 1 shall be stipulated by the Presidential Decree.

Chapter 3. The Refugee Committee, etc.

Article 25 (Establishment and Organization of the Refugee Committee)

(1) A Refugee Committee (hereinafter referred to as "the Committee") shall be established within the Ministry of Justice to review appeals pursuant to Article 21.

(2) The Committee shall consist of at most 15 members, including 1 chairperson.

(3) The Committee may have one or more subcommittees

Article 26 (Nomination of Committee Members)

(1) The Minister of Justice shall appoint or name members of the Committee among persons to whom one of the following applies:

1. A person who is licensed to practice law;
2. A person who holds or used to hold a position equivalent to or higher than associate professor teaching law at a school as defined in Article 2 subparagraph 1 or Article 2 subparagraph 3 of the Higher Education Act;
3. A person who holds or used to hold a position of Grade 4 or higher as a government officer in charge of refugee matters;
4. A person who otherwise has professional expertise and experience in refugee matters.

(2) The Chairperson is nominated from among the Committee members by the Minister of Justice.

(3) The term of office for members is three years. Members may serve consecutive terms.

Article 27 (Refugee Research Officer)

- (1) Refugee research officer(s) shall serve with the Committee.
- (2) A refugee research officer, by order of the Chairperson, shall investigate appeals and undertake other work of the Committee.

Article 28 (Operation of the Refugee Committee)

Matters necessary to the operation of the Committee other than those specified in Articles 25 to 27 shall be regulated by the Ordinance of the Minister of Justice.

Article 29 (Exchange and Cooperation with UNHCR)

The Minister of Justice shall cooperate when UNHCR makes requests for statistics and other information on the matters in the following subparagraphs:

1. The current situation of recognized refugees and refugee status applicants;
 2. Compliance with and implementation of the Refugee Convention and the Refugee Protocol;
 3. Acts and regulations on refugee affairs (including those in the pre-legislative announcement stage).
- (2) At the request of UNHCR or a refugee status applicant, the Minister of Justice shall cooperate with UNHCR so that UNHCR may carry out the work stated in the following subparagraphs:
1. Interview a refugee status applicant;
 2. Participate in interviews with a refugee status applicant; or
 3. Submit opinions on determinations of refugee status applications or appeals.
- (3) The Minister of Justice and the Refugee Committee shall accommodate UNCHR so that UNHCR may smoothly carry out its mandate of supervising the implementation of and compliance with the Refugee Convention and the Refugee Protocol.

Chapter 4. Treatment of Recognized Refugees and Others

Section 1 Treatment of Recognized Refugees

Article 30 (Treatment of Recognized Refugees)

- (1) A recognized refugee who stays in the Republic of Korea shall be treated in accordance with the Refugee Convention notwithstanding other laws and regulations.
- (2) The central and local governments shall establish and implement policies, prepare and amend relevant Acts and regulations, support relevant Ministries and take other necessary measures concerning the treatment of refugees.

Article 31 (Social Security)

Notwithstanding Article 8 of the Framework Act on Social Security and other provisions, an alien who is recognized as a refugee and stays in the country shall be provided social security at the same level as that of Korean nationals.

Article 32 (Basic Livelihood Security)

Notwithstanding Article 5-2 of the National Basic Living Security Act, an alien who is recognized as a refugee and stays in the country shall, upon such person's request, have rights under Articles 7 to 15 of the same Act.

Article 33 (Guarantee of Education)

- (1) If a recognized refugee or his/her child is a minor as defined by the Civil Act, such persons shall receive primary and secondary education identical to that provided to Korean nationals.
- (2) The Minister of Justice may provide support to a recognized refugee to receive the required education, in consideration of factors including, but not limited to age, academic capability and educational environment as regulated by the Presidential Decree.

Article 34 (Social Integration Program, etc.)

- (1) The Minister of Justice may provide a recognized refugee with social integration programs, including, but not limited to, Korean language education, as determined by

the Presidential Decree.

(2) The Minister of Justice may provide support for vocational training to a recognized refugee wishing to do receive such training, as regulated by the Presidential Decree.

Article 35 (Recognition of Academic Credentials)

A recognized refugee's academic credentials may be recognized up to the level such person acquired abroad as determined by the Presidential Decree,

Article 36 (Recognition of Qualifications)

A recognized refugee's qualifications may be partially or fully accepted up to the level acquired abroad as determined by relevant Acts and regulations

Article 37 (Permission for Entry of Spouse, etc.)

(1) The Minister of Justice shall, upon request, permit the entry into the country of the spouse and minor children of a recognized refugee, provided that Article 11 of the Immigration Control Act does not apply to such persons.

(2) The definition of spouse and minor children in paragraph 1 shall follow the definition contained in the Civil Act.

Article 38 (Recognized Refugees Excluded from the Application of the Principle of Reciprocity)

Notwithstanding other laws, the principle of reciprocity shall not apply to recognized refugees.

Section 2 Treatment of Humanitarian Status Holders

Article 39 (Treatment of Humanitarian Status Holders)

The Minister of Justice may provide a humanitarian status holder with employment activity permission.

Section 3 Treatment of Refugee Status Applicants

Article 40 (Support for Living Expenses, etc.)

(1) The Minister of Justice may provide living expenses, etc., to refugee status applicants as regulated by the Presidential Decree.

(2) As determined by the Presidential Decree, the Minister of Justice may permit a refugee status applicant to engage in wage-earning

employment six months after the date on which the refugee application was received.

Article 41 (Provision of Residential Facilities)

(1) The Minister of Justice may establish and operate residential facilities for refugee status applicants, as determined by the Presidential Decree.

(2) Matters necessary to the operation of residential facilities pursuant to paragraph 1 shall be regulated by the Presidential Decree.

Article 42 (Medical Services Support)

The Minister of Justice may provide a refugee status applicant with medical services support as determined by the Presidential Decree.

Article 43 (Guarantee of Education)

A refugee status applicant and such person's family members who are minor aliens may receive primary and secondary education at the same level as that of Korean nationals.

Article 44 (Limitations on Benefits for Certain Refugee Status Applicants)

For a refugee status applicant to whom subparagraph 4(c) of Article 2, subparagraph 2 of Article 8(2), or subparagraph 3 thereof applies, the benefits available under Article 40(1) and Articles 41 to 43 may be partly limited in accordance with the Presidential Decree.

Chapter 5. Supplementary Provisions

Article 45 (Operation of Refugee Support Center, etc.)

(1) The Minister of Justice may establish and operate Refugee Support Centers to facilitate the work specified in Article 34, Article 41 and Article 42.

(2) The Minister of Justice may, if deemed necessary, delegate part of the work under paragraph 1 to private organizations.

(3) Matters regarding eligibility to use a Refugee Support Centers, their operation and management, work delegated to private organizations and other matters regarding such facilities shall be determined by the Presidential Decree.

Article 46 (Delegation of Authority)

The Minister of Justice may delegate part of the authority under this Act to the Office Chief, etc., as determined by the Presidential Decree.

Chapter 6. Penal Provisions

Article 47 (Punishments)

A person to whom any of the following applies shall be subject to imprisonment not exceeding one year or fines not exceeding 10 million Korean Won:

1. A person who has violated Article 17; or
2. A person who was recognized as a refugee or permitted to stay on humanitarian grounds by means of submitting false documents, giving false statements or withholding facts.

Addenda

Article 1 (Date of Entry into Force)

This Act shall enter into force on 1 July 2013.

Article 2 (Applicability)

This Act applies to refugee status applications submitted on or after the entry into force of the Act.

Article 3 (Revision of Other Acts)

(1) Part of the Road Traffic Act is revised as follows:

Subparagraph 3(c) of Article 84 (1) shall be amended as below:

C. A recognized refugee under the Refugee Act.

(2) Part of the Medical Care Assistance Act is revised as follows:

In Article 3-2, "a person who is recognized as a refugee pursuant to the provision of Article 76-2 of the Immigration Control Act" shall be altered to "a recognized refugee under the Refugee Act".

(3) Part of the Framework Act on the Treatment of Foreigners residing in the Republic of Korea is revised as follows:

In Article 14(1) "a person who is recognized as a refugee pursuant to Article 76-2 of the Immigration Control Act" shall change to "a recognized refugee under the Refugee Act".

(4) Parts of the Immigration Control Act are

revised as follows:

Subparagraph 3 of Article 2 shall be as below:
3. "Refugee" refers to a refugee under Article 2(1) of the Refugee Act.

In paragraph (1) of Article 16-2, "reasons prescribed in Article 1 A(2) of the Refugee Convention" shall be changed to "reasons prescribed in Article 2 subparagraph 1 of the Refugee Act".

In Article 62(4), "a person who has applied for recognition as a refugee" shall change to "refugee status applicant pursuant to the Refugee Act" and paragraph (4)1 shall change as below, and in paragraph (4)2, "Article 76-4" shall be changed to "Article 21 of the Refugee Act".

1. If the decision on refugee status determination has not been made after the application for refugee status pursuant to the Refugee Act.

Article 64(3), Article 76-2 to Article 76-4, Article 76-8 to 76-10, subparagraph 2 of Article 78(1), subparagraph 3 of Article 80(2) and subparagraph 10 of Article 95 shall be deleted.

The title of Chapter 8-2 "Recognition, Etc. of Refugees" shall change to "Issuance of Refugee Travel Documents, etc".

In paragraph (1) of Article 76-5, "a person recognized as a refugee under paragraph (1) of Article 76-2" shall change to "a recognized refugee pursuant to the Refugee Act".

In each subparagraph of paragraph (1) of Article 76-6, "a person recognized as a refugee under paragraph (1) of Article 76-2" shall change to "a recognized refugee pursuant to the Refugee Act", and subparagraph 3 of aforementioned paragraph shall change as below:

3. If a person receives a notice of refugee status cancellation or withdrawal pursuant to the Refugee Act.

In Article 76-7, "a person who is recognized as a refugee" shall change to "a recognized refugee under the Refugee Act".

In Article 99-2, "reasons as prescribed in Article 1 A(2) of the Refugee Convention" shall change to "reasons as prescribed in subparagraph 1 of Article 2 of the Refugee Act".

Enforcement Decree of the Refugee Act

Article 1 (Purpose)

The purpose of this Decree is to stipulate the matters delegated from the Refugee Act and matters required for the enforcement of the aforementioned Act.

Article 2 (Humanitarian Permission to Stay)

(1) The Minister of Justice may grant humanitarian status to a person who has applied for refugee status recognition (hereinafter referred to as the "refugee status applicant"), under subparagraph 3 of Article 2 of the Refugee Act (hereinafter referred to as "the Act"), if such person falls under any of the following subparagraphs:

1. When a person who is found not to be qualified for refugee status under Article 18(2) of the Act;

2. When the appeals application of a person under Article 21(1) of the Act is determined to be dismissed under Article 11(1) of this Decree.

(2) When the Minister of Justice permits a humanitarian stay under subparagraph 3 of Article 2 of the Act and paragraph 1 of this Article, such decision shall be notified to the applicant in writing. In this case, the Minister of Justice may notify the decision via the Notice on Non-Recognition of Refugee Status under Article 18(2) of the Act, or in the Disapproval Notice on Appeal under Article 11(1) of this Decree.

(3) A person who is given permission to stay on humanitarian grounds (hereinafter referred to as a "humanitarian status holder") shall obtain a status of stay, a permission to change the status of stay, or a permission to extend the period of stay under Articles 23 through 25 of the Immigration Control Act.

Article 3 (Refugee Application at Ports of Entry)

(1) A person who wishes to apply for refugee status recognition at the time of immigration inspection in accordance with Article 6(1) of the Act (hereinafter referred to as a "refugee status applicant at a port of entry") shall submit an Application for

Recognition of Refugee Status as prescribed by the Ordinance of the Minister of Justice, attaching the required documents listed in each subparagraph of Article 5(2) of the Act, to the respective Chief of Immigration Office (hereinafter referred to as the "Office Chief") or Chief of Immigration Branch Office (hereinafter referred to as the "Branch Chief") with jurisdiction over the port of entry in accordance with the Immigration Control Act.

(2) The Office Chief or Branch Chief who receives an application pursuant to paragraph 1 shall investigate the facts via interview, etc., and report the results to the Minister of Justice in an attachment to the refugee status application.

(3) An Office Chief or a Branch Chief, during investigation in accordance with paragraph 2, may question a refugee status applicant regarding matters necessary for the determination of the referral of the application, including, but not limited to, the names of the vessels or airplanes the applicant boarded, personal data, entry details, and the grounds for such application, and may request the submission of relevant materials.

(4) Paragraph 3 and 4 of Article 5 of the Act shall apply mutatis mutandis to the submission of the Refugee Status Application of a refugee status applicant at a port of entry, etc.

Article 4 (Establishment of Waiting Rooms at Ports of Entry, etc.)

(1) The Office Chief or Branch Chief who has jurisdiction over a port of entry under the Immigration Control Act may establish a waiting room for refugee status applicants at the port of entry to stay in for a period specified in Article 6(2) of the Act.

(2) The refugee status applicant's personal safety and hygiene, as well as the customs and culture of the person's country of nationality shall be taken into account when providing food, accommodations and clothing to such person pursuant to Article 6(4) of the Act.

Article 5 (Referral of Refugee Status Recognition Review for Refugee Status Applicants at Ports of Entry)

(1) The Minister may not refer a refugee status applicant to refugee recognition review procedures, if a person falls under any of the following subparagraphs:

1. When there are substantial grounds to regard the person as a danger to the safety and public order of the Republic of Korea;
2. When the person's identity cannot be verified due to such person's refusal to comply with inquiries concerning personal profiles, etc.;
3. When the person attempts to obtain refugee status by knowingly concealing facts including, but not limited to, by submitting a false document. However, this shall not apply if the person voluntarily reports such facts without delay;
4. When the person came from a safe country of origin or a safe third country, in which little possibility of persecution exists;
5. When the person, whose refugee application has been denied or whose refugee status has been terminated, reapplies for such status without a material change of the circumstances;
6. When there are substantial grounds to regard any of the subparagraphs of Article 19 of the Act as applying to the applicant; or
7. When the person's basis for applying for refugee status is found to be clearly groundless, including, but not limited to, when the application was made solely for economic reasons.

(2) The Minister of Justice shall, upon deciding whether to refer an application or not, notify the decision to the refugee status applicant at the port of entry without delay as provided in Article 6(3) of the Act.

(3) The Office Chief or Branch Chief shall allow a person, who receives the result of an application referral in accordance with paragraph 2, to undergo entry inspection as described in the Immigration Control Act without delay.

(4) A person whose refugee application is accepted for referral shall receive entry

permission under Article 12 of the Immigration Control Act or conditional entry permission under Article 13 thereunder. In case of conditional permission, notwithstanding paragraph 1 of Article 16 of the Enforcement Decree of the Immigration Control Act, the Office Chief or Branch Chief may designate the permitted period of a conditional entry for a period not exceeding 90 days.

(5) The Office Chief or Branch Chief may extend the permitted period of conditional entry, if a person who is recognized such permission in accordance with paragraph 4, fails, or is expected to fail, to meet required conditions within the permitted period due to compelling reasons.

(6) The Minister of Justice shall assume that the date of the referral determination of a refugee application is the filing date, and issue a receipt of Refugee Status Recognition Application and commence the refugee recognition review procedures thereafter.

Article 6 (Qualifications of RSD Officers)

A Refugee Status Determination Officer (hereinafter referred to as an "RSD Officer") as prescribed by Article 8(4) of the Act, shall be a person who works for the Immigration Service and holds a government officer position of Grade 5 or above, falling under one of the following subparagraphs:

1. The person shall have at least two years of experience related to refugee work; or
2. The person shall have completed the RSD officer training course as regulated by the Minister of Justice.

Article 7 (Work of RSD Officer, etc.)

(1) When an RSD Officer and a public official in charge of refugee cases under the Ministry of Justice (hereinafter referred to as the "RSD Officer, etc."), requests the appearance of a refugee status applicant or other relevant person(s) under Article 10(2), the officer shall issue a summons stating the purpose, date, and location, etc., and keep a record thereof in a summons register as prescribed by the Ordinance of the Minister of Justice. However, in an urgent case, such summons may be issued via an oral request.

(2) An RSD Officer shall, upon conducting an interview with a refugee status applicant, record the details thereof in a refugee interview report regulated by the Ordinance of the Minister of Justice.

(3) An RSD Officer shall read out or disclose the contents of the refugee interview report recorded in accordance with paragraph 2 to the applicant prior to inquiring whether any error exists therein. In this case, the applicant's request for any addition, deletion or change of the contents shall be noted in the report in addition to the original record.

(4) An RSD Officer shall require a person falling under the following subparagraphs to sign, or to put his/her name and seal in the refugee interview report recorded as described in Paragraph 2. However, if such person is incapable of, or refuses to comply therewith, the fact shall be recorded therein:

1. Refugee status applicant;
2. A person who interprets or translates during or after a refugee interview, if such person provides such service pursuant to Articles 14 and 15 of the Act.

Article 8 (Interpretation)

(1) In accordance with Article 14 of the Act, the Minister of Justice shall provide a person as an interpreter who, having a high level of proficiency in a foreign language, is deemed eligible for refugee interview interpretation service, and has completed the training course regulated by the Minister of Justice (hereinafter referred to as a "professional refugee interpreter").

(2) The Minister of Justice shall provide a refugee status applicant, upon request, a professional refugee interpreter who is of the same gender as the applicant.

(3) Notwithstanding paragraphs 1 and 2, if an interpreter with a high level of proficiency in a certain language is not available or the situation is urgent, the processes in the following subparagraphs may be employed to provide the service:

1. Initially interpret the language a refugee status applicant uses into another foreign language and then have a professional refugee

interpreter interpret the latter to Korean;

2. Provide interpretation training to a person who has a high level of proficiency in a language the refugee status applicant uses prior to conducting such service.

(4) The Minister of Justice may pay allowances to a person who conducts interpretation services for a refugee status applicant as regulated by the Minister of Justice.

Article 9 (Application and Procedure for Disclosing and Copying Documents)

(1) If a refugee status applicant wishes to request access to, or a copy of, his/her refugee interview report (hereinafter referred to as the "interview report, etc."), or materials submitted by the applicant as prescribed by Article 16(1), such person shall designate the parts of the material needed to be disclosed or copied and submit an Application for Perusal and/or Copying or an Application for Copy Issuance to an immigration officer.

(2) An immigration officer who receives an Application for Perusal and/or Copying in accordance with Paragraph 1 shall determine the date of availability and location of the materials and inform such facts to the refugee status applicant who filed such request.

(3) An immigration officer who receives an Application for Copy Issuance in accordance with Paragraph 1 shall copy a designated interview report, etc., and shall provide the copy to the applicant who filed such request.

(4) An immigration officer shall take necessary measures such as attending the access procedures, etc., to prevent the material from suffering any damages, etc., during the process.

(5) A refugee status applicant who wishes to request access to, or a copy of, such applicant's interview report, etc., shall pay fees as prescribed by Ordinance of the Ministry of Justice.

Article 10 (Review of Appeals by the Refugee Committee)

(1) The decisions on appeals of a meeting of the Refugee Committee as prescribed by Article 25 of the Act (hereinafter referred to as "the Committee") shall require the attendance

of a majority of all the incumbent members and the consent of a majority of those present.
(2) The Committee may, if deemed necessary, require the presentation of a refugee status applicant or other relevant individuals in a meeting for statements, or may seek opinions from a person with sufficient experiences and knowledge in matters concerning the case presented.

Article 11 (Determination of Appeals, etc.)

(1) When the Minister of Justice finds that an appeal of a refugee status applicant has a legitimate ground for recognition, the applicant shall be recognized refugee status and be issued with a Certificate of Refugee Status Recognition; if the Minister finds that a case is groundless, the appeal shall be dismissed and a Notice on Non-Recognition of Refugee Status shall be issued to the applicant.

(2) Upon delivering a decision on an appeal pursuant to Paragraph 1, the Minister of Justice shall respect the result of the review by the Committee of the case to the extent that such result is not deemed threatening to national security, maintenance of order, of public welfare.

(3) A Certificate of Refugee Status Recognition or a Notice on Non-Recognition of Refugee Status under Paragraph 1 shall be issued to the applicant who filed the appeal or to the applicant's substitute via the Office Chief, etc., or shall be delivered to such persons pursuant to Article 14 of the Administrative Procedures Act.

Article 12 (Permission for Refugee Resettlement)

(1) The conditions to grant resettlement for a refugee who wishes to resettle in the Republic of Korea under Article 24(2) of the Act are as follows:

1. The person shall not fall under the grounds for non-granting of refugee recognition described in Article 19 of the Act;
2. The person shall not be deemed threatening to the safety, social order or public health of the Republic of Korea.

(2) The Minister of Justice may, if deemed

necessary, receive a recommendation from the United Nations High Commissioner of Refugees to permit resettlement for a refugee who wishes to resettle in the Republic of Korea.

(3) The Minister of Justice may dispatch RSD officers, etc., to a designated location in order to conduct research concerning whether a resettlement refugee meets the conditions required for resettlement in Korea under Paragraph 1.

(4) If the Minister of Justice intends to permit resettlement for a refugee wishing to do so, the Minister may arrange health examinations and basic adaptation training for such person prior to granting resettlement permission.

(5) The Minister of Justice shall permit the settlement of resettlement seeking refugees in Korea via procedures for entry permission under the Immigration Control Act.

(6) In addition to the matters described in Paragraph 1 through Paragraph 5, other necessary matters concerning settlement permission for resettlement seeking refugees shall be regulated by the Minister of Justice.

Article 13 (Support for Education)

(1) A recognized refugee and/or such person's child may enter or transfer to a school under Article 2 of the Elementary and Secondary Education Act in accordance with criteria and procedures regulated by laws and regulations concerning education.

(2) The Minister of Justice may recommend a recognized refugee and/or such person's child to the Minister of Education in accordance with the Ordinance of the Minister of Justice, if such person, whose need for educational expenses support is recognized under Article 33(2) of the Refugee Act, meets the criteria described in Article 60-4 of the Elementary and Secondary Education Act.

Article 14 (Social Integration Education)

In accordance with Article 34(1) of the Act, the Minister of Justice may implement a Social Integration Program as prescribed by Article 39 of the Immigration Control Act to provide social adaption training for recognized refugees.

Article 15 (Vocation Training)

The Minister of Justice may recommend a recognized refugee to the Minister of Employment and Labor in accordance with the Ordinance of the Minister of Justice, if the person, whose need for vocational skill training is recognized as prescribed by Article 12 of the Act on the Development of Workplace and Skills, wishes to undergo vocational training.

Article 16 (Criteria for Recognizing Academic Credentials, etc.)

The academic credentials of a recognized refugee shall be recognized in accordance with the criteria regulated by laws and regulations regarding education.

Article 17 (Support for Living Expenses, etc.)

(1) In accordance with Article 40(1) of the Act, the Minister of Justice may provide living expenses etc., to a refugee status applicant for a period not exceeding 6 months from the submission date of such person's Application for Refugee Status Recognition. However, if an applicant's situation requires support for a further period of time due to exceptional circumstances, including, but not limited to, a serious illness or a physical disability, such support may be extended for a period not exceeding 6 months.

(2) The permit to provide living expenses, or the amount of financial support, etc., thereof, under Paragraph 1 shall be regulated by the Ministry of Justice, taking account of factors including, but not limited to, the applicant's period of stay in Korea, employment activity, use of a refugee support center, dependent family, and living conditions, etc.

(3) Necessary matters regarding the application of support for living expenses, etc., as prescribed by Paragraph 1 shall be regulated by the Ordinance of the Minister of Justice.

Article 18 (Employment Permission)

Article 20 of the Immigration Control Act regarding a permit for activities beyond the given status of stay shall apply to the provision of permission for employment under Article 40(2) of the Act.

Article 19 (Establishment and Operation of Residential facilities)

(1) In accordance with Article 41(1) of the Act, the Minister of Justice may establish and operate residential facilities to provide refugee status applicants a residence inside a refugee support center, etc., under Article 45(1) of the Act (hereinafter referred to as a "refugee support center").

(2) The Minister of Justice may provide refugee status applicants at a port of entry and resettlement seeking refugees with priority use of accommodation, as described in Article 41(2) of the Act.

(3) The Minister of Justice may designate the allowed duration for a user to reside in such accommodation as a period not exceeding 6 months. The period may be extended, provided that it is deemed necessary for such person to stay in the facility for a further period of time, due to compelling reasons including, but not limited to, the health condition of the person or dependent family, etc.

(4) The Minister of Justice may restrict a person who is, or who is deemed to be, harmful to the safety and order of residential facilities from using such facility.

Article 20 (Medical Service Support)

(1) The Minister of Justice may, if deemed necessary to protect the health of a refugee status applicant, require such person to receive medical examinations as prescribed in Article 42 of the Act, or provide support for medical examination expenses the applicant received within the budget allotted.

(2) The Minister of Justice shall endeavor to provide refugee status applicants with information on emergency medical services as prescribed by the Emergency Medical Services Act, and on other medical services which can be utilized by such applicants.

(3) The head of relevant governmental ministries or other organizations, who intends to provide medical services for a refugee status applicant, may request a confirmation regarding such person from an Office Chief or Branch Chief. In this case, the Office Chief or Branch Chief shall identify whether the person falls under the category of refugee

status applicants, and inform the fact to such ministries or organizations without delay.

Article 21 (Limitation on Treatment of Certain Refugee Status Applicants)

In accordance with Article 44 of the Act, the Minister of Justice shall not provide the support stated in the following subparagraphs for a refugee status applicant who falls under item (c) of subparagraph 4 of Article 2 of the Act, or subparagraph 2 or 3 of paragraph 5 of Article 8 thereof. However, this shall not apply if the provision of such support is deemed necessary on the ground of urgency or on humanitarian grounds :

1. Support for living expenses, etc., under Article 40(1) of the Act;
2. Support for residential facilities under Article 41 of the Act;
3. Support for medical services under Article 20(1) of the Decree.

Article 22 (Operation of Consultative Committee regarding Treatment of Recognized Refugees, etc.)

The Minister of Justice, if deemed necessary for the treatment of recognized refugees, etc., may organize and operate a consultative committee consisting of public officials of other ministries and experts.

Article 23 (Refugee Support Facilities)

(1) The Minister of Justice may establish spaces for residence, dining, education, medical services, exercise, and counseling within refugee support facilities in order to effectively perform support work for recognized refugees or refugee status applicants.

(2) The Ministry of Justice may allow a person falling under any of the following subparagraphs to use a refugee support center. However, upon considering the types and capacities of such facility, the Minister of Justice may limit the category of persons allowed, or designate a person with priority to use such facility:

1. A recognized refugee;
2. A refugee status applicant;
3. A humanitarian status holder;
4. A spouse or underage children of a person

falling under subparagraphs 1 to 3.

(3) The Minister of Justice may exclude, or limit the use by, a person who is, or who is deemed to be, harmful to the safety and order of a refugee support center.

(4) The Minister of Justice may entrust part(s) of the services, including the provision of meals, education and medical services, etc., offered in a refugee support center, to a corporation or an organization specializing in such service as prescribed by Article 45(2) of the Act.

Article 24 (Delegation of Authority)

The Minister of Justice delegates the authority stated in the following subparagraphs to the Office Chief, etc., with jurisdiction (however, authority in item 3, 8 and 9 shall not be delegated to a chief of an immigration detention center) pursuant to Article 46 of the Act:

1. Humanitarian permission to stay under subparagraph 3 of Article 2 of the Act;
2. Issuance of a receipt in accordance with Article 5(5) of the Act and Article 5(6) of this Decree;
3. Determination of a referral regarding refugee recognition reviews and entry permission under Article 6(3) of the Act;
4. Refugee recognition reviews under Article 8 of the Act;
5. A cooperation request as specified under Article 11(1) of the Act (a cooperation request related to an application for appeal in accordance with Article 21 of the Act);
6. Matters regarding refugee recognition determinations under Article 18 of the Act;
7. Matters regarding the cancellation and withdrawal of refugee recognition determinations under Article 22 of the Act;
8. An entry permission for the spouse of a recognized refugee under Article 37 of the Act;
9. An employment activity permit under Article 39 of the Act and an employment permit as described in Article 40(2) thereunder;
10. Medical services support under Article 42 of the Act.

Article 25 (Process of Sensitive Information and Unique Identifier Information)

The Minister of Justice, an Office Chief, or an RSD officer, etc., may process data regarding information about the ideology, faith, or health of a person under Article 23 of the Private Information Protection Act, or genetic information or information of criminal history under subparagraphs 1 or 2 of Article 18 of the Enforcement Decree of the aforementioned Act, or information containing passport numbers or alien registration numbers under subparagraphs 2 or 4 of Article 19 of the aforementioned Enforcement Decree, if deemed necessary to use such information to conduct tasks stated in the following subparagraphs:

1. Tasks regarding refugee recognition determinations under Article 8 of the Act;
2. Tasks regarding factual investigations under Article 10 of the Act;
3. Tasks regarding cooperation under Article 11 of the Act;
4. Tasks regarding disclosure and copying of materials, etc., under Article 16 of the Act;
5. Tasks regarding the recognition of a refugee, etc., under Article 18 of the Act;
6. Tasks regarding the detention of a refugee status applicant for identification verification purposes under Article 20 of the Act;
7. Tasks regarding an application for appeal under Article 21 of the Act;
8. Tasks regarding the cancellation of a refugee recognition determination under Article 22 of the Act;
9. Tasks regarding the accommodation of resettlement seeking refugees under Article 24 of the Act;
10. Tasks regarding the guarantee of education under Article 33 of the Act;
11. Tasks regarding the social integration program under Article 34 of the Act;
12. Tasks regarding entry permission for a spouse, etc., under Article 37 of the Act;
13. Tasks regarding permission for employment activities under Article 39 of the Act;
14. Tasks regarding the provision of support for living expenses, etc., under Article 40 of the Act;
15. Tasks regarding the provision of support for residential facilities under Article 41 of the Act;
16. Tasks regarding the provision of support for

medical services under Article 42 of the Act;
17. Tasks regarding the operation of refugee support facilities under Article 45 of the Act.

Supplementary Provision

Article 1 (Date of Effect)

This Enforcement Decree shall take effect July 1, 2013.

Article 2 (Other Amendments)

(1) Provisions of the Enforcement Decree of the Act on the Development of Workplace Skills of Workers shall be amended as follows. Subparagraph 12 of Paragraph 2 of Article 6 shall be newly added as follows:

“12. A recognized refugee under subparagraph 2 of Article 2 of the Refugee Act, whom the Minister of Justice considers in need of vocational training, and recommends to the Minister of Employment and Labor.”

(2) Provisions of the Enforcement Decree of the Immigration Control Act shall be amended as follows:

The title of Chapter 7-2, “Recognition of Refugee, etc.” shall be amended to “Issuance of Refugee Travel Certificate, etc.”.

Article 88-2 through Article 88-4 shall be deleted from the aforementioned Enforcement Decree.

Article 88-9 shall be amended as follows:

“Article 88-9 (Treatment of Refugee, etc.)

(1) The Minister of Justice shall, upon adjudicating to grant humanitarian permission to stay for a person as prescribed by subparagraph 3 of Article 2 of the Refugee Act, determine necessary matters including, but not limited to, the status of stay and the period of stay, etc., and shall notify such matters to the Office Chief or Branch Chief.

(2) The Chief or Branch Chief, upon receiving the notification as provided in paragraph 1, shall stamp a seal of approval on the status of stay, on the change of status of stay, or on the extension of period of stay, and shall record such approvals or affix a sticker representing such approvals in the passport of the alien

whose stay is granted in accordance with subparagraph 3 of Article 2 of the Refugee Act. However, for a person whose alien registration has been completed, this shall be substituted by recording such facts on the Alien Registration Card."

Within Article 96(1) the previously stated, "Article 76-2, 76-3, Paragraph 2,3 of Article 76-8, and Article 89" shall be amended to "Article 89".

Enforcement Rule of the Refugee Act

Article 1 (Purpose)

The purpose of this Enforcement Rule is to stipulate the matters delegated from the Refugee Act and the Enforcement Decree of the aforementioned Act, and matters necessary for the implementation thereof.

Article 2 (Method and Procedure for Refugee Status Recognition Applications, etc.)

In accordance with Article 5(1) of the Refugee Act (hereinafter referred to as "the Act") or Article 6(1) thereof, a person who wishes to apply for refugee status recognition shall submit an Application for Recognition of Refugee Status following the form in Annex No.1 or Annex No.2 to the respective Chief of Immigration Office (hereinafter referred to as the "Office Chief"), Chief of Immigration Branch Office (hereinafter referred to as the "Branch Chief"), or to the Chief of Immigration Detention Center (this shall not apply to a person who applies for Refugee Status as provided in Article 6(1) of the Act; hereinafter the same shall apply), in an attachment with the documents stated in the following subparagraphs:

- 1.The person's passport or Alien Registration Card. If neither is available, a statement explaining the reasons thereof;
- 2.Materials, if any, including, but not limited to, the documents which can be referred to during the refugee recognition review, etc.; and
- 3.A copy of an identification photo (3.5 cm x 4.5 cm) taken within 6 months of the date of application submission.

Article 3 (Receipt of Refugee Recognition Applications)

The Receipt of Refugee Status Application issued by an Office Chief, a Branch Chief or a Chief of Alien Detention Center (hereinafter referred to as an "Office Chief, etc.") pursuant to Article 5(5) of the Act and Article 5(6) of the Enforcement Decree thereof (hereinafter referred to as "the Decree") shall follow the form of Annex No. 3.

Article 4 (Notice of Matters Necessary for Refugee Status Applications, etc.)

(1) An Office Chief, etc., shall place the necessary documents for a refugee recognition application in at least two languages including, but not limited to, Korean and English in

places within the Immigration Offices, Immigration Branch Offices, and Immigration Detention Centers (hereinafter referred to as an "Immigration Offices, etc."), where people can easily view such information.

(2) In accordance with Article 7(1) of the Act, an Office Chief, etc., shall display the following subparagraphs within the Immigration Offices, etc., and on the website of the respective offices in at least two languages including, but not limited to, Korean and English:

1. The procedure for filling in and submitting the Refugee Status Application;
2. The information that an applicant's application review may be terminated, if the applicant fails to appear for interviews for 3 or more consecutive requests despite the summon requests under Article 8(6);
3. The matters regarding treatment of a person who applied for refugee status recognition in accordance with Articles 40 to 43 of the Act (hereinafter referred to as a "refugee status applicant")
- 4.The matters regarding the partial limitation of treatment of refugee status applicants in accordance with Article 44;
- 5.Other matters regulated by the Minister of Justice concerning the application for refugee status recognition, and the method thereof.

Article 5 (Summons and Summons Register)

(1) Public officials in charge of refugee work and RSD officers in Immigration Offices, etc., shall, upon requesting a refugee or other relevant persons to appear for an interview, send a summons following the form in Annex No. 4 and record such fact on the Summons Register in Annex. No. 5.

(2) The Summon Register as prescribed by Paragraph 1 shall be written and managed in electronic form unless there is a compelling reason that renders it impossible to do so.

Article 6 (Refugee Interview Report)

The Refugee Interview Report as provided in Article 7(2) of the Decree shall follow the form in Annex No. 6.

Article 7 (Application for a Disclosure or a Copy)

(1) A person who wishes to request a disclosure or a copy of materials that he/she submitted or his/her refugee interview report (hereinafter referred to as an "interview

report, etc.”) in accordance with Article 9(1) shall submit an Application for Perusal and/or Copying following the form in Annex No.7 to an immigration officer.

(2) A refugee status applicant who wishes to request a disclosure or a copy of the interview report, etc., as provided in Article 9(5) shall pay the required fee designated as follows:

1. For a disclosure: 500 won per disclosure;

2. For a copy: 500 won per page.

(3) Notwithstanding paragraph 2, an Office Chief, etc., may, if deemed necessary for humanitarian reasons, etc., not charge the fee to such applicant.

(4) The fee specified in paragraph 2 shall be paid via revenue stamps.

Article 8 (Certificate of Refugee Status Recognition, etc.)

(1) In accordance with Article 18 (1) of the Act, an Office Chief, etc., shall issue a Certificate of Refugee Status Recognition following the form in Annex No.8 to a person who is recognized as a refugee (hereinafter referred to as a “recognized refugee”), and record such fact in a Register of Refugee Status Recognition Certificate Issuance following the form in Annex No.9.

(2) An Office Chief, etc., shall issue a Notice on Non-Recognition of Refugee Status following the form in Annex No. 10 to a refugee status applicant who is found to be ineligible for refugee recognition as provided in Article 18(2) of the Act.

(3) If a recognized refugee who received the Certificate of Refugee Status Recognition under paragraph 1 has lost or damaged such certificate, such person shall apply for a reissue by submitting an Application for Reissuance of Certificate of Refugee Status Recognition in an attachment with the documents listed in the following subparagraphs:

1. Materials explaining reasons for application for reissuance;

2. The Certificate of Refugee Status Recognition (in damaged cases only);

3. A copy of an identification photo (3.5 cm x 4.5 cm) taken within 6 months of the date of application submission.

(4) The Office Chief, etc., shall, upon receiving the Application for Reissuance of Certificate of Refugee, issue such certificate and record such fact in a Register of Refugee Certificate

Reissuance following the form in Annex No. 12.

(5) The Register of Refugee Status Recognition Certificate Issuance as prescribed by paragraph 1 and the Register of Refugee Certificate Reissuance under paragraph 3 shall be written and managed in electronic form, unless there is a compelling reason that renders it impossible to do so.

Article 9 (Notice of Extension of Review Period of Refugee Status Recognition)

An Office Chief, etc., shall, upon extending the review period of refugee status recognition pursuant to Article 18(4) of the Act, send a Notice of Extension of Review Period of Refugee Status Recognition following the form in Annex No.13 under paragraph 5 of the aforementioned Article.

Article 10 (Procedure of Application for Appeal)

(1) A person who wishes to file an appeal against a decision of non-recognition of refugee status, or, against a cancellation or withdrawal of refugee status recognition, shall submit an Application for Appeal following the form in Annex No. 14 (hereinafter referred to as an “Appeal Application”) attached by materials explaining the grounds for appeal application to the Office Chief, etc.

(2) The Office Chief shall, upon receiving an appeal application as described in paragraph 1, send the application to the Minister of Justice without delay.

(3) A written notice of the dismissal of an appeal as prescribed by Article 11(1) of the Decree shall be issued following the form in Annex No. 15.

(4) The Minister of Justice shall, upon extending the review period of refugee status recognition pursuant to provisions in Article 21(7), send a Notice of Extension of Review Period of Appeal following the form in Annex No.16 to the person who filed the appeal pursuant to paragraph 8 of the aforementioned Article.

Article 11 (Notice on Cancellation/Withdrawal of Refugee Status Recognition)

The Notice on Cancellation/Withdrawal under Article 22(3) of the Act shall follow the form of Annex No. 17.

Article 12 (Organization and Operation of the Refugee Committee, etc.)

(1) The Chairperson of the Refugee Committee

(hereinafter referred to as “the Chairperson”) as provided by Article 25 of the Act (hereinafter referred to as “the Committee”) shall represent the committee and exercise overall control of its affairs.

(2) If the Chairperson is unable to perform his/her duties due to exceptional circumstances, a committee member designated by the Minister of Justice shall act on behalf of the Chairperson.

(3) The Minister may dismiss or cancel the appointment of a member of the Committee from his/her position, if such person falls under any of the following subparagraphs:

1. When the person is deemed to be in an impossible situation or has serious difficulties performing his/her duties due to mental/physical disability;

2. When the person is deemed ineligible to perform his/her duties due to reasons including, but not limited to, delinquency of duties, injury to dignity, etc.;

3. When the person violates the particulars of prohibitions as specified in Article 17 of the Act.

(4) The term of office of a person who is newly appointed as a member of the Committee, due to the dismissal or cancellation of an appointment as described in Paragraph 3, shall be the remainder of his/her predecessor's term of office.

(5) In case a subcommittee is established pursuant to Article 25(3) of the Act, the chairperson of the subcommittee shall be appointed by the Minister of Justice and paragraph 1 of this Article shall apply mutatis mutandis as regard to such chairperson's duties.

(6) In addition to the matters regulated by Paragraph 1 to 5, matters necessary to the operation of the Committee and the organization and operation of a subcommittee thereof shall be regulated by the Minister of Justice.

Article 13 (Recommendation Procedure for Education Expenses)

(1) A granted refugee or such person's child who wishes to receive a recommendation of support for educational expenses as provided in Article 13(2) shall submit an Application for Recommendation of Educational Expense Support following the form in Annex No. 18 to

the respective Office Chief or Branch Chief, attaching the documents listed in the following subparagraphs:

1. A Copy of the Certificate of Admission / Registration;

2. A copy of documents which can prove family relationships (only when the applicant is a child of a granted refugee).

(2) The Office Chief or Branch Chief shall, upon receiving the written application in accordance with paragraph 1, send such application together with his/her opinion on whether such support is necessary, to the Minister of Justice without delay.

(3) The Minister of Justice shall, after receiving an Application for Recommendation of Educational Expense Support as provided in paragraph 2, if it deems necessary, issue a Recommendation Letter for Support of Educational Expenses following the form in Annex No.19 to the applicant, and notify the result to the Minister of Education.

Article 14 (Recommendation Procedure for Vocational Training)

(1) A granted refugee who wishes to receive a recommendation for vocational training as provided in Article 15 of the Decree shall submit an Application for Recommendation of Vocational Training following the form in Annex No.20 to the Office Chief or Branch Chief.

(2) The Office Chief or Branch Chief shall, upon receiving the written application as provided in Paragraph 1, send such application, attaching his/her opinions on whether such support is necessary, to the Minister of Justice without delay.

(3) The Minister of Justice shall, after receiving an Application of Recommendation for Vocational Training, if such applicant is deemed to be in need of vocational ability training under Article 12 of the Act on the Development of Workplace Skills of Workers, issue a Recommendation Letter for Vocational Training following the form in Annex No.21 to the applicant, and shall notify the result to the Minister of Employment and Labor.

Article 15 (Procedure for Living Expenses Support, etc.)

(1) A refugee applicant who wishes to receive support for living expenses, etc., as provided in Article 40(1) of the Act, shall submit an Application for Living Expenses and Other

Assistance following the form in Annex No. 22 to the respective Office Chief or Branch Chief.

(2) The Office Chief or Branch Chief shall, upon receiving the written application as provided in paragraph 1, send the application, together with his/her opinions on whether the support is needed, to the Minister of Justice without delay.

(3) The Minister of Justice shall, upon receiving the application for Living expenses, etc., as provided in Paragraph 2, examine whether to provide such support or not, and notify the result to the applicant.

Article 16 [Procedure for Using Residential Facilities]

(1) A person who wishes to use a residential facility in accordance with Article 19 of the Decree shall submit an Application for Living Facility following the form in Annex No. 23, together with documents proving the family relationship (this shall apply only when the spouse or underage child of the applicant included in the application), to the respective Office Chief, Branch Chief, or the head of the residential facility. However, if such person wishes to use the residential facility within a refugee support center, the procedure shall follow Article 17 of this Enforcement Rule.

(2) The Office Chief, Branch Chief, or the head of a residential facility who receives such written application as prescribed by paragraph 1, shall send the documents, together with his/her opinion on whether such support is necessary, to the Minister of Justice.

(3) The Minister of Justice shall, upon receiving the application for the use of a residential facility pursuant to paragraph 2, decide whether to permit such use or not, and if deciding to permit such use, shall designate the permitted period, and notify the result to the applicant.

Article 17 [Procedure for Using Refugee Support Facilities]

(1) A person who wishes to use a refugee support center as provided in Article 23 of the Decree shall submit an Application for Refugee Assistance Facility following the form in Annex No. 24, together with documents proving the family relationship (only when the spouse or underage child of the applicant included), to the respective Office Chief, Branch Chief, or to

the head of the immigration support facility.

(2) The Office Chief, Branch Chief, or the head of a refugee support center who receives such written application as prescribed by paragraph 1, shall send the documents, together with his/her opinion on whether such support is necessary, to the Minister of Justice.

(3) The Minister of Justice shall, upon receiving the application for use of the refugee support center pursuant to paragraph 2, make a decision whether to permit such use or not, and if deciding to permit such use, the Minister of Justice shall designate the permitted period, and notify the result to the applicant.

Supplementary Provision

Article 1 [Date of Entry into Force]

This Enforcement Rule shall take enter into force July.1, 2013.

Article 2 [Other Amendments]

Provisions of the Immigration Control Act shall be amended as follows:

The title of Chapter 6-2 "Recognition of Refugee, etc." shall be amended to "Issuance of Refugee Travel Certificate, etc.";

Section 1 of Chapter 6-2 (From Article 67-2 through 67-6) shall be deleted;

"Section 2 Issuance of the Certificate of Refugee Status Recognition" stated before Article 67-9 shall be deleted;

Article 67-13 shall be deleted;

Within Article 78(3), the previously stated, "the authority under Article 30(1), Article 76-8(3) and Article 89 of the Act" shall be amended to "the authority under Article 30(1) and Article 89 of the Act"; paragraph 4 of Article 78 shall be deleted; and within paragraph 5 of the aforementioned Article "when intending to provide permission, etc., in accordance with Article 23 through 25, Article 30, Article 76-2, Article 76-3 and paragraphs 2 and 3 of Article 76-8, notwithstanding as regulated in paragraph 1 through 4" shall be amended to "when intending to provide permission in accordance with Article 23 through 25 and Article 30, notwithstanding as regulated in paragraphs 1 through 3".

Pour les réfugiés, les personnes à statut
humanitaire et les demandeurs d'asile

Guide des procédures pour la détermination du statut de réfugié

발 행 2015년 4월

발행처 법무부 출입국 · 외국인정책본부 난민과

T. 02-2110-4160 F. 02-2110-0381

디자인 디자인페이지 T. 02-2285-5278

※ 상기 자료는 www.immigration.go.kr 에서도 보실 수 있습니다.